



2022

Lettre 29 – Mars

Le soutien aux exilés ukrainiens vient de toute l'Europe. Les conditions de leur accueil est bien plus chaleureux et efficace, pour un nombre de réfugiés beaucoup plus grand que les autres exilés des divers autres pays, qui eux, sont chassés, et retenus dans les centres de rétention. Deux poids, deux mesures ? Est-ce du racisme ? (voir les déclarations en Grèce). Est-ce par e que l'on espère que les ukrainiens retourneront chez eux quand la guerre sera termine ? Rien n'est certain en la matière. Les modifications apportée dans l'exercice du droit vaudra-t-il pour les autres ressortissants que ceux de l'Ukraine ?

L'abondance des information, en particulier relatives à l'Ukraine, m'empêche d'aller voir les informations contenues dans les sites visitées habituellement. D'autre par la nécessité de vous adresser cette lettre aujourd'hui fait que la rédaction des textes présentés ne sera pas relue avec autant d'attention que pour les précédentes lettres. Je vous demande de m'excuser.

Michel Girard

Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
Le Mesnil-amelot.....	2
Lyon.....	3
FRANCE.....	3
Présidentielle 2022 : pourquoi l'expulsion de tous les sans-papiers est impossible ?.....	4
Les retours des migrants : chers et peu effectifs	5
principales propositions de la gauche sur l'immigration	5
Régularisation de masse des sans-papiers	5
Bordeaux.....	7
Calais	8
Paris	8
Marck	9
Rennes	9
Strasbourg.....	9
MANCHE	10
MÉDITERRANÉE.....	10
Libye.....	10
Tunisie	10
AUX FRONTIÈRES DE L'UKRAINE	10

Migrants ou réfugiés ? Les médias s'interrogent.....	10
L'accueil des migrants ukrainiens	11
Pologne.....	11
Slovaquie.....	12
Roumanie.....	12
Hongrie.....	13
Moldavie.....	15
Europe.....	16
ONU.....	17
Allemagne.....	19
France.....	20
Russie.....	21
Ukraine.....	21
Vatican.....	21
Israël.....	21
AFRIQUE.....	22
Ghana.....	22
Nigéria.....	23
Sénégal.....	23
UNION EUROPÉENNE.....	23
Allemagne.....	23
Belgique.....	23
Chypre.....	23
Espagne.....	24
Grèce.....	25
Irlande.....	25
Italie.....	26
Lituanie.....	26
Vatican.....	26
EUROPE.....	26
Royaume-Uni.....	26
Serbie.....	27
AFRIQUE.....	28
Algérie.....	28
Éthiopie.....	29
Maroc.....	29
Tunisie.....	29
A voir – à lire - à écouter.....	30

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

LE MESNIL-AMELOT

Un jeune Afghan demandeur d'asile de seulement 16 ans a été interpellé pour « recel de vol », alors qu'il avait sur lui un titre de transport perdu par le propriétaire depuis plusieurs semaines. Le 23 février 2022, après 48 heures en garde à vue, où il n'a pu exercer ses droits que pendant les 24 dernières heures faute d'interprète, il a été enfermé au Centre de rétention du Mesnil-Amelot par le préfet des Hauts-de-Seine. Il s'est vu remettre le même jour une mesure d'expulsion vers son pays d'origine, l'Afghanistan. Le préfet fait alors l'affront d'ignorer jusqu'aux procédures mises en place par ses propres services. Entré en France seulement en janvier 2022 après être passé par l'Allemagne, il a immédiatement déposé une demande d'asile auprès de cette préfecture. La procédure dite «

Dublin » est actuellement en cours et Eshan à des rendez-vous en préfecture à honorer à partir de mars 2022. Cette situation ubuesque ne fait que mettre en exergue l'examen peu approfondi que font les préfectures de la situation des personnes étrangères avant de décider de leur sort. Ce très jeune homme enfermé en toute illégalité en raison de sa minorité, de sa nationalité afghane ET de son statut de demandeur d'asile, risque donc une expulsion vers son pays d'origine sans que sa demande d'asile ne soit examinée. En prenant une telle décision, la préfecture feint même d'ignorer que les expulsions vers l'Afghanistan ont cessé depuis la reprise en main du pays par les Taliban. Contactée, la préfecture des Hauts-de-Seine tient un autre discours. D'abord, elle affirme que ce jeune n'est "plus concerné par le règlement Dublin". La préfecture confirme bien qu'une obligation de quitter le territoire français a été notifiée à Ehsan. Mais elle affirme : "il ne sera pas éloigné vers l'Afghanistan". "Le ressortissant afghan a déclaré être né en 2003, il est donc considéré comme majeur", affirme la préfecture. La Cimade a saisi le juge des enfants. Dans ce cadre, une équipe d'éducateurs devrait se rendre au Mesnil-Amelot, afin de procéder à une évaluation de la minorité d'Ehsan. Le tribunal administratif a été saisi de la situation d'Ehsan. Il doit se prononcer dans les jours qui viennent sur la validité, ou non, de l'OQTF qui lui a été délivrée. En attendant, La Cimade a également saisi le Défenseur des droits, et écrit au ministère de l'Intérieur pour lui signaler la situation d'Ehsan. On trouve à chaque phase, des irrégularités.

LYON

Un incendie s'est déclaré lundi 28 février en fin de journée dans l'enceinte du centre de rétention administrative (CRA) de Lyon, faisant plusieurs blessés parmi les dizaines de personnes retenues. Deux blessés graves ont été transportés à l'hôpital lundi soir, mais leur pronostic vital n'est pas engagé. Une trentaine de personnes ont été "intoxiquées" par les émanations de fumées sans que leur état nécessite un transport à l'hôpital. Pour les autorités cet incendie est volontaire ; il serait dû à un feu de gaine électrique dans les parties communes du CRA. Des retenus auraient mis le feu à un matelas. Quatre personnes ont été placées en garde à vue. Plus de 80 pompiers ont été dépêchés sur place dans la soirée. Les retenus ont été transférés dans d'autres parties du bâtiment.

Ce CRA Lyon Saint-Exupéry a ouvert ses portes en janvier 2022 et comporte 280 places. Il est située si près de l'aéroport que "*les retenus entendent les avions toute la journée, ça en est assourdissant*". Ces structures sont encadrées par des clôtures et des barbelés, qui évoquent les centres de détention. De plus, comme dans les prisons, il existe des quartiers d'isolement, des cellules "d'enfermement dans l'enfermement", avait dénoncé en janvier la directrice des affaires juridiques de la contrôleure générale des lieux de privation de liberté. Les personnes, qui ne sont pas informées de la date de leur expulsion, sont placées dans ces CRA sans perspective.

<https://www.leprogres.fr/faits-divers-justice/2022/02/28/incendie-au-centre-de-retention-de-lyon-saint-exupery-18-personnes-en-urgence-absolue>

FRANCE

Mardi 1er mars 2022, selon le ministre de l'intérieur, depuis le début de l'invasion russe du 24 février 2022, "*moins d'une centaine*" d'Ukrainiens étaient arrivés en France. Par avion à l'aéroport de Beauvais, ou en voiture, à la frontière niçoise. Le ministre de l'Intérieur a précisé que le gouvernement avait installé des "*aménagements particuliers pour pouvoir organiser des accueils*" dans les aéroports et mettre en place "*des dispositifs d'accueil*" en lien avec les élus. Dans la matinée de mardi, le gouvernement a adressé aux élus un courrier les invitant à "faire connaître" aux préfets "les solutions et initiatives possibles" dans leurs communes pour préparer l'arrivée des exilés. Il a donné des "instructions" pour que les ressortissants ukrainiens dont les titres de séjour en France arrivent à expiration "dans les jours et semaines à venir" voient leur titre prolongé de "90 jours au moins". La communauté ukrainienne en France, compte "17 000" personnes recensées, selon le ministre. Les ukrainiens vont pouvoir bénéficier de la gratuité des trains grandes lignes, des trains régionaux ainsi que de ceux qui font des liaisons internationales impliquant la SNCF au départ de la France, dont

Eurostar. *"Un dispositif simple est prévu pour prendre en charge les réfugiés ukrainiens se présentant en gare et leur permettre de se déplacer en France gratuitement en présentant leur pièce d'identité ukrainienne ou un titre de transport spécial délivré par nos collègues (allemands) de Deutsche Bahn"*, a précisé un porte-parole de SNCF Voyageurs.

De nombreux étrangers qui sont en Ukraine fuient l'invasion russe et arrivent en France. Par exemple un Congolais qui était étudiant en management dans la ville de Jytomyr, à environ 140 kilomètres de Kiev, est arrivé mardi soir 1er mars 2022 à Paris où il ne bénéficie d'aucune prise en charge !

Au niveau de l'Union européenne, une "protection temporaire de six mois, renouvelable pendant trois ans" a été mise en place pour cette communauté. Le ministre a évoqué un échange avec son homologue britannique afin "de laisser passer les Ukrainiens en Grande-Bretagne" en citant le cas d'une famille bloquée à Calais. En ce qui concerne les voyages vers Londres, les ressortissants ukrainiens doivent tout de même être munis d'un visa de séjour au Royaume-Uni.

Plus de **10 000 exilés sont déjà arrivés en France** ces derniers jours, et 2 500 supplémentaires devraient bientôt être accueillis. Ce vendredi 11 mars, le gouvernement a adressé une instruction aux préfets pour leur préciser les démarches d'accueil des réfugiés. Titre de séjour, protection temporaire, aides sociales. 30 000 logements sont disponibles pour ces réfugiés, selon la ministre du Logement.

PRESIDENTIELLE 2022 : POURQUOI L'EXPULSION DE TOUS LES SANS-PAPIERS EST IMPOSSIBLE ?

L'expulsion des personnes sans papiers vivant en France est l'un des arguments de campagne principaux des candidats à l'élection présidentielle. L'un dit : "Je chasserai les clandestins" et souhaite *"renvoyer tous les étrangers clandestins présents sur notre sol" en réinstaurant le délit de séjour irrégulier.* Une autre souhaite permettre l'expulsion systématique des *"clandestins, délinquants et criminels étrangers"*. Et projette de *"supprimer l'autorisation de séjour pour tout étranger n'ayant pas travaillé depuis un an en France"*. Enfin, elle se positionne contre toute possibilité de régularisation pour les personnes arrivées illégalement en France. Une troisième promet de conditionner l'octroi de visas à la bonne volonté, des gouvernements, de reprendre leurs ressortissants.

Une expulsion, c'est une mesure administrative visant à éloigner un ressortissant étranger du territoire qui n'a pas de papiers en règle justifiant sa présence sur le sol français. Ces expulsions sont décidées par le préfet et - dans des rares cas de sécurité nationale - par le ministre de l'Intérieur.

Cela ne peut pas être considéré comme une solution.

Cela prend du temps. Les éloignements de personnes sans-papiers interviennent généralement après plusieurs années de procédures et de recours. Car une personne contrôlée sans-papiers n'est pas envoyée directement en centre de rétention administrative (CRA). La plupart du temps, elle se voit remettre une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Ce document lui donne un délai de 30 jours pour quitter par ses propres moyens le territoire français. Il est même possible de déposer un recours contre une OQTF. Si celui-ci est rejeté ou bien si la personne sans-papiers se trouve toujours en France au-delà du délai de 30 jours, elle peut être placée en rétention. C'est donc en CRA que les personnes visées par des mesures d'éloignements attendent leur expulsion, et elles peuvent patienter durant 90 jours maximum. Une fois tous les recours épuisés, si la décision d'éloignement est maintenue, la France peut organiser le retour de la personne dans son pays en avion.

Ce n'est possible qu'avec l'accord du pays d'origine. Il faut que le pays d'origine accepte de reprendre son ressortissant, si celui-ci n'a plus de documents d'identité. Il est impossible de renvoyer un sans-papier sans ce feu vert, appelé "laissez-passer consulaire". Mais certains pays, en conflit diplomatique avec la France, refusent de délivrer ces laissez-passer (dont l'Algérie). Par ailleurs certaines régions sont considérées comme des "zones de violence de forte intensité" et vers lesquelles une personne ne peut pas être expulsée.

Une expulsion vers un pays en guerre est interdite. C'est le cas des Afghans, du fait de la situation

actuelle dans le pays. Ainsi, toute proposition d'expulsion systématique de personnes sans-papiers est impossible. "Il s'agit toujours de décisions prises au cas par cas".

L'expulsion des mineurs est interdite Un mineur ne peut pas faire l'objet d'une expulsion, note le ministère de l'Intérieur. Mais "il peut être éloigné avec ses parents s'ils sont tous les deux expulsés."

LES RETOURS DES MIGRANTS : CHERS ET PEU EFFECTIFS

Dans le cas où une personne sans-papiers est effectivement expulsée, ces mesures d'éloignement sont-elles avantageuses pour la France ? En 2019, la commission des finances de l'Assemblée nationale a réalisé un rapport sur les départs forcés. Il y apparaît qu'entre l'interpellation des personnes, leur placement en rétention et le contentieux administratif et juridique que ces mesures occasionnent, le coût de l'éloignement d'une personne atteint **14 000 euros**. En 2018, la politique d'éloignement française a ainsi coûté 468,78 millions d'euros à l'État français, selon les rapporteurs.

Comparés aux éloignements forcés, ils jugent préférables les **retours aidés**, aussi appelés "retour volontaire". "*Ce dispositif constitue un mode efficace d'éloignement des étrangers en situation irrégulière en dépit de la persistance de certaines interrogations et fragilités*". Cette procédure consiste, pour l'État, à proposer un vol et une somme d'argent (au moins 1 850 euros, donnés au moment du passage de la frontière) pour inciter un étranger qui veut quitter la France à rentrer dans son pays. Sont concernées les personnes en situation irrégulière, celles dont la demande d'asile a été rejetée et les dublinés. EN 2021, quelques 5000 étrangers sont retournés dans leur pays d'origine avec cette procédure.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_fin/115b1990-a28_rapport-fond#_Toc256000022

PRINCIPALES PROPOSITIONS DE LA GAUCHE SUR L'IMMIGRATION

REGULARISATION DE MASSE DES SANS-PAPIERS

Jean-Luc Mélenchon, 27 janvier 2022 : "*Une fois que des étrangers sont là, je refuse de les maltraiter; il faut traiter les gens humainement*". *il faut "régulariser tous les travailleurs et travailleuses sans-papiers et faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire"*. « *il faut arrêter les opérations de Frontex dont les missions et les actions ne sont pas compatibles avec le respect des droits fondamentaux* ». *Remplacer Frontex par une agence dont la mission première sera le sauvetage en mer. renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés*". « *interdire la détention des moins de 18 ans en centre de rétention administrative (CRA) ; interdire les tests osseux pour déterminer l'âge des mineurs isolés* ». Augmenter la capacité d'accueil et d'accompagnement des établissements gérés par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) pour que les départements n'aient plus recours à des hébergements à l'hôtel pour les mineurs isolés. "*la France est le pays des droits humains, une terre d'asile, avec un rayonnement culturel universel*". autoriser les demandeurs d'asile à exercer un emploi pendant la période d'attente d'examen de leur dossier. « *faire respecter le regroupement familial* ». *Mettre en place des centres d'accueil aux normes internationales avec le concours de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR)*. "*Il faut rompre avec les directives européennes, notamment le règlement de Dublin, et abroger les lois successives ayant eu pour objectif de restreindre le droit d'asile en France*". *Il faut renégocier les accords du Touquet avec le Royaume-Uni et de créer un bureau d'asile commun à Calais*.

Fabien Roussel, 2 février 2022 : "*Dans mes déplacements je suis interpellé par des hommes sans papiers [...] qui ont une autorisation de travailler, d'être exploités cordialement. Ils ont une fiche de paye. Ils payent des cotisations dont ils ne verront jamais la couleur. Comme quoi ça rapporte l'immigration. Ils payent même des impôts. Et pour autant l'employeur refuse de remplir le CERFA*

qui leur permettrait d'obtenir un titre de régularisation" . "Il faut régulariser tous les sans-papiers qui travaillent". « interdire la détention des moins de 18 ans en centre de rétention administrative (CRA) ; interdire les tests osseux pour déterminer l'âge des mineurs isolés ». "Les centres de rétention administrative (CRA), véritables lieux de détention, seront fermés comme les zones d'attentes dans les ports et les aéroports qui retiennent des personnes étrangères aux frontières."

Nathalie Arthaud : "Sans les immigrés, le bâtiment, les hôpitaux, les aéroports, l'hôtellerie, les secteurs du nettoyage, du gardiennage, du transport, de l'industrie automobile ou de l'agroalimentaire ne pourraient pas fonctionner". régularisation de tous au nom du droit à "la liberté de circulation et d'installation" des migrants.

Julien Bayou, Yannick Jadot , 17 novembre 2021 : "Il faut une régularisation de tous les sans-papiers, c'est un enjeu de dignité humaine pour ces personnes" . il faut "sortir de la logique actuelle de Frontex qui fait le jeu de l'industrie de la sécurité, la Méditerranée devenant une arme de destruction massive". il faut "sortir de la logique actuelle de Frontex qui fait le jeu de l'industrie de la sécurité, la Méditerranée devenant une arme de destruction massive". Remplacer Frontex par une agence dont la mission première sera le sauvetage en mer. "renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés". "Nous accueillerons dignement les mineur.es non accompagné.es. La France, signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant, protégera ces jeunes au même titre que les autres [...] Nous garantirons que les mineurs isolés bénéficient des mesures de protection de l'enfance jusqu'à décision judiciaire finale et nous réviserons les modalités d'évaluation de leur minorité ". « interdire la détention des moins de 18 ans en centre de rétention administrative (CRA) ; interdire les tests osseux pour déterminer l'âge des mineurs isolés ». "Nous devons lutter contre les discriminations et le racisme, contre toute forme de rejet [...] Les discours ne suffisent plus, nous mettrons la volonté et les moyens de l'État au service de cet objectif". "La lutte contre l'ensemble des formes de discriminations doit être une priorité absolue." autoriser les demandeurs d'asile à exercer un emploi pendant la période d'attente d'examen de leur dossier. « faire respecter le regroupement familial ». instaurer un "grand ministère des solidarités" . il faut "rompre avec le règlement de Dublin, désastreux en termes humains et financiers, et [avec] le tri aux frontières". « Mettre en place un "**mécanisme de solidarité européen** garantissant que les États membres partagent la responsabilité de l'asile via une meilleure relocalisation ».

Anne Hidalgo, décembre 2021 : les "travailleurs indispensables à notre économie". "Les personnes sans-papiers établies en France depuis un long délai, disposant d'un travail et d'un logement, seront régularisées". "Je lutterai contre les voies irrégulières et meurtrières d'immigration clandestine". "La politique d'intégration sera relancée : elle s'appuiera sur l'accès au travail dès la demande d'asile, sur l'organisation de cours de français gratuits, pour les nouveaux arrivants comme pour les immigrés déjà installés qui souhaitent améliorer leur maîtrise de notre langue". autoriser les demandeurs d'asile à exercer un emploi pendant la période d'attente d'examen de leur dossier. « faire respecter le regroupement familial ». "La France fera aboutir la réforme complète du système de Dublin pour garantir des procédures efficaces et un accueil digne des personnes." Propose une **refonte** du système Dublin qui sera basé sur "la solidarité entre États membres, en fonction de leurs capacités, notamment d'accueil, plutôt que sur la règle arbitraire qui veut que le premier pays d'entrée dans l'Union soit le pays responsable du traitement des demandes d'asile. Si nécessaire et pour éviter les blocages, une coopération renforcée sera organisée entre les États membres volontaires et déterminés à trouver une solution commune".

Philippe Poutou : régularisation de tous au nom du droit à "la liberté de circulation et d'installation" des migrants.

Existe déjà :

La **régularisation par le travail** existe déjà dans la loi française. Un étranger en situation irrégulière peut motiver sa demande de titre de séjour en présentant un contrat de travail ou une promesse d'embauche à la préfecture de sa région. Il doit également justifier d'une condition de résidence en

France, être rémunéré correctement et maîtriser la langue française. Cette possibilité résulte notamment de la « circulaire Valls.

Est-ce réalisable ? Aux frontières maritimes de l'Union européenne, **Frontex** n'a pas vocation à faire du sauvetage en mer, son rôle premier est de protéger les frontières et donc les côtes européennes. En revanche, Frontex a l'obligation de porter assistance à toute embarcation en détresse comme le stipule le droit maritime international. En théorie, donc, l'agence européenne, qui dispose d'hélicoptères et de navires, devrait porter assistance à toutes les embarcations en danger signalées aux États membres de l'UE.

En ce qui concerne les **mineurs enfermés en CRA** dont parlent Mélenchon et Jadot, il s'agit d'enfermement administratif (et non judiciaire). Plusieurs associations dénoncent à ce titre une incarcération en CRA comparable à des prisons. Selon le dernier rapport du contrôleur générale des lieux de privation de liberté en 2021, l'enfermement des enfants est néfaste : "Même pour une courte durée, [cet enfermement] a nécessairement des conséquences négatives sur [les enfants]. Plongés dans un univers quasi pénitentiaire, anxigène, entourés de murs, de grilles et de barbelés, ils sont témoins de tous les actes de la vie du CRA : rendez-vous à l'infirmerie, violences, notification des décisions, transfert de personnes entravées ou menottées, etc. Il ressort des témoignages reçus que nombre des enfants exposés à un tel traitement ont ensuite du Contrôleur général des lieux de privation de liberté en 2021 nourri durablement des angoisses et subi des troubles du sommeil, du langage ou de l'alimentation". En ce qui concerne les **tests osseux**, il revient à chaque département de choisir de les pratiquer ou non. Ce qui, au-delà de la controverse morale, peut se révéler kafkaïen : un jeune qui est déclaré majeur dans un département peut être déclaré mineur – et donc protégé – dans le département voisin.

En ce qui concerne l'**accès au marché du travail** des demandeurs d'asile, la mesure existe déjà mais les démarches sont fastidieuses. Un demandeur d'asile n'a pas le droit de travailler durant les six premiers mois après son arrivée en France. Au-delà de ce délai, c'est techniquement possible. Mais encore faut-il trouver un employeur qui accepte de remplir toutes les démarches en ligne à effectuer. Le dossier doit ensuite être présenté à la préfecture du département dans lequel réside le demandeur d'asile. La préfecture peut accorder ou refuser l'autorisation de travail.

En ce qui concerne le **regroupement familial**, la France autorise déjà les familles à se réunir sur le sol français (époux/se et enfants mineurs seulement). Seulement, la procédure prend du temps. Les dossiers de réunification familiale ont subi de lourds retards en raison de la pandémie mondiale. Elles se font actuellement au compte-goutte et ont pénalisé notamment de nombreuses familles afghanes qui désirent venir après l'arrivée des Talibans.

En ce qui concerne les "mécanismes de solidarité", l'Union européenne essaie déjà de mettre en place une politique migratoire commune à tous les États membres et de répartir équitablement les milliers de demandeurs d'asile qui affluent en Italie et en Grèce. Mais depuis 2015, force est de constater que tous les pays de l'UE – Pologne, Hongrie, Autriche et République tchèque en tête – n'ont pas joué le jeu de la politique de relocalisation voulue par l'Europe.

BORDEAUX

La cour d'appel de Bordeaux a confirmé l'expulsion d'un Ukrainien, installé depuis 2015 près de Toulouse avec sa famille. Ce père de famille de 36 ans avait quitté sa région du Donbass, dans l'est séparatiste de l'Ukraine, au début du conflit en 2014, pour déménager chez sa belle-famille à Vinnytsia, où il aurait été mal accueilli en raison de ses origines. Avec sa femme, il était ensuite arrivé, sans papiers, en 2015 dans la région de Toulouse. Il avait déposé une demande d'asile en France, qui a été définitivement rejetée en 2018. La cour administrative d'appel de Bordeaux a infirmé un jugement du tribunal administratif de Toulouse qui avait annulé, pour des problèmes de forme, une obligation de quitter le territoire français (OQTF) prononcée en août 2021 par le préfet de Haute-Garonne. Pour la cour, cet homme n'a "produit aucun élément probant de nature à établir la réalité des risques" encourus en cas de retour en Ukraine, selon sa décision datée du 28 février. Il n'est pas fait référence à l'invasion russe qui venait juste de débiter, quatre jours auparavant. Et pour cause : " *le rôle du juge était de*

dire si la décision du préfet était légale en août 2021, au moment où la situation irrégulière de monsieur était constatée", a expliqué la présidente de la cour administrative d'appel, "L'arrêt n'oblige pas le préfet à renvoyer l'étranger en Ukraine." La préfecture de Haute-Garonne a toutefois assuré que le couple ne serait "pas renvoyé en Ukraine".

CALAIS

Plus de 600 Ukrainiens sont arrivés à Calais, dans l'espoir de monter dans un ferry en direction du Royaume-Uni. La majorité louent des chambres d'hôtels à des tarifs préférentiels. Pour ceux qui n'en ont pas les moyens, la mairie a transformé l'auberge de jeunesse de la ville en centre d'hébergement d'urgence. Près de 140 personnes y ont été logées ces derniers jours, en attendant d'obtenir un visa pour l'Angleterre. Environ 750 logements ont également été mis à la disposition des Ukrainiens par les collectivités territoriales de l'État. La maire, qui a tout fait auprès du ministre de l'intérieur pour qu'il n'y ait aucun migrants à Calais, s'est démenée pour offrir un accueil aux déplacés ukrainiens. Certains ont même pu profiter d'un repas dans une brasserie de Calais réservée par l'édile et ont reçu un sac rempli de brochures touristiques de la ville. Elle a également bataillé auprès des services de l'État et du consulat britannique pour qu'ils obtiennent rapidement une autorisation de séjour outre-Manche. *"On ne refoule pas des réfugiés dans mon agglomération", a-t-elle déclaré à la presse venue l'interroger dans son bureau, alors qu'elle recevait une famille ukrainienne. Oui, mis pas n'importe quel réfugié !*

À quelques kilomètres de là, environ 1 500 exilés – non-ukrainiens - vivent dans le dénuement le plus total dans les rues de la ville. Les camps informels sont démantelés plusieurs fois par semaine et les habitants se plaignent de ne pas pouvoir récupérer leurs effets personnels lors de ces évacuations. Pour empêcher la formation de ce type de lieux, la mairie a fait installer des rochers, des arceaux à vélo, à déboisé un terrain où vivaient des migrants. Depuis septembre 2020, les associations non mandatées par l'état n'ont plus le droit de distribuer de la nourriture dans le centre ville. Les humanitaires assurent subir un harcèlement policier sous la forme de nombreuses amendes pour stationnement gênant ou non-respect du couvre-feu instauré pendant la crise sanitaire. *"On demande depuis des années un accueil digne et inconditionnel, en vain. On nous a toujours dit que c'était impossible, qu'il n'y avait pas de moyens et là, on trouve des solutions en seulement quelques jours", "le modèle ukrainien est le modèle à suivre pour tout le monde".* Le collectif Migration 59, qui s'efforce de loger les migrants chez des particuliers, a appelé, mercredi 9 mars 2022, dans une lettre ouverte la préfète chargée de l'égalité des chances dans les Hauts-de-France, à "veiller à ce que l'accueil des exilés n'engage aucune discrimination".

L'Auberge des migrants réfléchit à déposer une plainte contre la mairie et l'État pour discrimination. Son président dénonce une logique "raciste" et rappelle qu'un *"traitement inégal entre des personnes de sexes différents, de couleurs de peau différentes ou de religions différentes est un délit"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/accueil-des-refugies-a-calais-c-est-de-l-hypocrisie-a-minima-si-ce-n-est-du-racisme-denonce-l-1646757257>

PARIS

Depuis le 14 février, 2022, environ 300 exilés vivaient dans un étroit tunnel situé dans le XIXe arrondissement de Paris, à la lisière du Pré-Saint-Gervais . Leurs tentes recouvertes de bâches plastiques ou de couvertures étaient collées les unes aux autres sur trois rangées. Des poussettes et des jouets d'enfants jonchaient le bitume. Les familles vivaient là dans des conditions indignes aidés par quelques riverains qui apportaient de temps à autre des vivres et des couches.

Plusieurs centaines de migrants - hommes, femmes et enfants - ont été évacués jeudi 3 mars, à l'aube, d'un campement de tentes installées dans un tunnel dans le nord de Paris. Ils ont été conduits vers des centres d'hébergement. Une dizaine de cars des forces de l'ordre étaient présents aussi. L'évacuation s'est déroulée dans le calme. Les migrants, prévenus en amont de l'évacuation, se tenaient prêts à partir dès 5h du matin. *"Les personnes attendaient les départs, elles avaient rassemblé et préparé leurs affaires",* selon Utopia 56 qui était sur place. Plusieurs cars ont été dépêchés pour orienter les exilés vers différents centres d'accueil. *"On a dit aux familles qu'elles seraient sans doute dirigées*

vers les régions [françaises], on les a rassurées. Beaucoup souhaitent rester à Paris pour la scolarité de leurs enfants, parce qu'elles y ont leurs habitudes". En revanche, une centaine de personnes, des hommes seuls exclusivement, n'ont pas pu être pris en charge. "Les forces de l'ordre les ont dispersés, dans le calme, sans violence". "On a pu récupérer les tentes et les couvertures. Le campement est en train d'être nettoyé".

MARCK

Vers 19h15, lundi 1er mars 2022, un migrant soudanais, âgé de 25 ans, qui marchait le long de la ligne de chemin de fer avec une autre personne, a été percuté par un train et est mort. L'autre personne a pu s'écarter suite aux signaux sonores du train et n'a pas été blessée. Une enquête pour rechercher les causes de la mort a été ouverte.

RENNES

Depuis jeudi 10 mars 2022, 24 personnes (âgés de 22 à 53 ans) soupçonnées de faire partie d'un trafic de migrants de la France vers l'Angleterre sont jugées devant le tribunal de Rennes, dans le nord-ouest. Le réseau tenu par des Kurdes d'Irak utilisait comme points névralgiques des aires d'autoroutes du centre du pays pour brouiller les pistes, loin des campements du littoral du nord de la France. Ils demandaient de 6000 à 10 000 euros. *"Le caractère très lucratif de cette activité a donné lieu à des guerres de territoire, les aires d'autoroute étant devenues des enjeux entre passeurs"*, allant jusqu'au meurtre, a précisé la présidente du tribunal. Elle a évalué à quelque 70 millions d'euros le montant collecté par la filière entre 2018 et 2020 et à environ 10 000 le nombre de migrants pris en charge, dont des enfants. Les prévenus ont rejeté toute implication dans l'organisation de ce trafic. Ils encourent 10 ans de prison.

STRASBOURG

Le tribunal administratif de Strasbourg a, le 28 février 2022, contraint la préfecture à annuler sa décision imposant aux personnes étrangères plusieurs télé-services, jugés illégaux. Comme dans de nombreux départements, la dématérialisation est à la fois imposée et kafkaïenne : prise de rendez-vous via un planning (souvent saturé) pour certaines démarches, formulaire de « pré-demande » pour d'autres, ou encore demandes intégralement déposées en ligne selon trois types d'interface différentes selon la démarche en cause... De nombreuses personnes, victimes de la fracture numérique ou bloquées devant un site saturé ou dysfonctionnant, perdent leur titre de séjour ou ne peuvent obtenir leur régularisation. Elles doivent solliciter associations, avocat·es ou travailleurs sociaux pour obtenir l'accompagnement qui ne leur est plus offert par le service public. La dématérialisation ne saurait être imposée : des alternatives permettant un accompagnement humain doivent être maintenues.

La décision du 28 février 2022 contraint la préfecture à revoir son organisation à compter du 1er juillet 2022, du fait de l'illégalité de différents télé-services : la plupart d'entre eux ont en effet été mis en service sans respect des obligations réglementaires préalables. De plus, comme l'avait déjà jugé le tribunal administratif de Rouen concernant la préfecture de Seine-Maritime en février 2021, la préfecture du Bas-Rhin est passée outre les textes encadrant la dématérialisation des demandes de titre de séjour, à ce jour autorisée pour un nombre encore très réduit de démarches.

<https://www.gisti.org/spip.php?article6745>

MANCHE

Entre mercredi et jeudi 3 mars 2022, 202 personnes, réparties dans plusieurs canots, ont été secourues dans la Manche alors qu'elles tentaient de rejoindre les côtes britanniques. Les rescapés ont été débarqués aux ports de Boulogne-sur-Mer, Dunkerque et Calais. *"L'ensemble des naufragés, une fois de retour à quai, sont pris en charge par la police aux frontières et les services départementaux d'incendie et de secours"*. Ces sauvetages sont la conséquence d'une augmentation des tentatives de traversée dans cette zone. *"Notre activité a été multipliée par six ces quatre derniers mois"*, assurait le président de la SNSM de Dunkerque. En janvier 2022, près de **1 341 migrants ont foulé le sol**

britannique selon les autorités du Royaume-Uni, soit six fois plus qu'à la même période en 2021.

MÉDITERRANÉE

« Actuellement, les refoulements, l'accès limité à l'asile, la criminalisation des migrants et des défenseurs des droits humains ; les conditions d'accueil inadéquates et l'absence de mécanismes de surveillance indépendants exacerbent la vulnérabilité des migrants et violent leurs droits ». Pour y remédier, le haut commissaire aux droits de l'Homme prône « une action coordonnée pour rechercher et secourir les migrants en mer ». Il s'agit ainsi de garantir le débarquement dans des lieux sûrs et surtout d'élargir les voies de migration sûre et régulière afin que les migrants ne soient pas contraints de faire des voyages plus précaires. « J'appelle également tous les États à cesser les actions qui criminalisent ou entravent le travail des organisations humanitaires qui fournissent une assistance aux migrants ».

LIBYE

Dans le naufrage du 27 Février 2022 au large de Tripoli, "plus d'une douzaine de corps se sont échoués sur les côtes libyennes depuis", selon Alarm-Phone. Tous ont été emmenés au commissariat de Sabratha pour "effectuer les procédures légales en vigueur".

TUNISIE

Lundi 28 février 2022, neuf personnes ont été retrouvées mortes dans leur embarcation, qui a chaviré près de Mahdia, dans l'est de la Tunisie. Les corps sont "originaires de plusieurs pays africains". Neuf autres passagers du canot sinistré ont été secourus. Les témoignages des rescapés, indiquent que l'embarcation est partie dans la nuit de dimanche 27 à lundi 28 février 2022 de Sfax, dans le centre-est de la Tunisie, "avec l'intention de franchir illégalement les frontières maritimes de l'espace européen". Environ 19 500 personnes ont été interceptées par les garde-côtes tunisiens en 2021, et 55 000 sont arrivés en Italie..

AUX FRONTIÈRES DE L'UKRAINE

MIGRANTS OU REFUGIÉS ? LES MÉDIAS S'INTERROGENT

Les Ukrainiens sont des « réfugiés » et non des migrants, selon divers médias (voir la définition dans lettre 28). Cependant ils sont comme les afghans envahis par une armée et ils s'enfuient. Alors pourquoi la Pologne, traite de manière différentes les réfugiés qui viennent pour passer la frontière au nord, ou au sud ? Parce que les uns, au nord, pénètrent en Europe ? Mais ceux du sud aussi ! Parce que les uns sont « colorés » et les autres blancs ? N'est-ce pas du racisme ? Parce que les uns sont musulmans et viennent du moyen orient, alors que les autres sont chrétiens et viennent de l'Europe ?

Cédric Herrou (La Roya – frontière italo-française) relève : Dans un tweet, le maire de Breil-sur-Roya a apporté son soutien à la "population ukrainienne et à toutes les victimes de cette guerre". "Le même maire qui a fait sa campagne électorale contre l'accueil que nous avons fait pour d'autres populations victimes de guerres. Seule différence, ces populations étaient noires".

On entend dans les médias :

Un éditorialiste parle "d'Européens de culture" en désignant les réfugiés ukrainiens qu'il faudrait accueillir dans les pays de l'Union européenne. "Nous ne sommes pas face à des migrants qui vont passer dans une logique d'immigration". Un autre déclare : "On est au 21e siècle, on est dans une ville européenne, et on a des tirs de missiles de croisière comme si on était en Irak ou en Afghanistan, vous imaginez !" Des propos qui ont aussi interpellé une internaute : "Oui et alors, ça se

justifiait davantage en Irak et en Afghanistan parce que ce n'était pas une 'ville européenne ?'". "Regardez comment ces réfugiés [ukrainiens] sont habillés, ils font partie de la classe moyenne", "L'impensable est arrivé... Et nous ne sommes pas dans un pays du tiers-Monde mais en Europe"; "C'est assez dur pour moi, parce que j'ai vu des personnes européennes, avec des yeux bleus et des cheveux blonds, et aussi des enfants, tués chaque jour à cause des missiles de Poutine". "Ce n'est pas un endroit, avec tout le respect que je vous dois, comme l'Irak ou l'Afghanistan... Où le conflit fait rage depuis des décennies...", lance le journaliste américain correspondant à l'étranger pour une chaîne américaine. "C'est un pays relativement civilisé... Un pays relativement européen... Je choisis mes mots avec prudence". "[Un pays] où vous vous n'attendez pas à voir ce qu'il se passe actuellement". Maladresse ou racisme banalisé ? La question est soulevée par des internautes, ainsi que par des journalistes qui s'alarment du vocabulaire employé par leurs confrères.

L'ACCUEIL DES MIGRANTS UKRAINIENS

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), **1,2 million de personnes** ont fui l'Ukraine, au 5 mars 2022. Quelque 53.300 personnes ont trouvé refuge en **Russie**, soit 4,4% du nombre total. 110.876 personnes (9,2% du total) ont poursuivi leur route, une fois la frontière ukrainienne franchie, vers d'**autres pays européens**.

POLOGNE

Près de 300 000 personnes ont trouvé refuge en Pologne qui abritait déjà environ 1,5 million d'Ukrainiens. Pour la seule journée de dimanche 27 février 2022, les garde-frontières polonais ont précisé avoir recensé près de 100 000 personnes arrivées d'Ukraine et 28 000 de plus dans la seule nuit de dimanche à lundi 28 février. Sur place, les gens s'organisent sur les réseaux sociaux, font des collectes d'argent, de médicaments, offrent des logements, des repas, du travail ou un transport gratuit pour les réfugiés. Des membres de la diaspora ukrainienne ont également afflué de toute l'Europe aux poste-frontières polonais pour apporter de l'aide à leurs compatriotes ou venir chercher un proche.

L'attente varie entre vingt et soixante-dix heures aux postes-frontières de la Pologne, « *Les citoyens polonais multiplient ces jours-ci les gestes d'hospitalité envers les 450 000 Ukrainiens parvenus chez eux, depuis le début du conflit avec la Russie, il y a bientôt une semaine.* »

Le 5 mars 2022, 649.903 réfugiés sont arrivés en Pologne, soit plus de 54 % du total. Le 11 mars 2022, il y en a **1,2 millions**.

A Slubice, en Pologne, à 1 km de Frankfurt-sur-Oder (Allemagne), de l'autre côté de l'Oder, à 800 km de la frontière avec l'Ukraine, les dons s'accumulent après un appel aux dons, lancée par une ukrainienne qui tient un magasin de vêtements. Près de 3 000 Ukrainiens vivent et travaillent dans la région. "Certains personnes apportent des biens, d'autres de l'argent liquide. La confiance est énorme, je suis infiniment reconnaissante." Une partie des dons est déjà en route pour l'Ukraine. Ils sont transportés par un groupe de 15 Ukrainiens ayant décidé de rentrer chez eux pour combattre l'armée russe. Le groupe veut d'abord s'arrêter à Kiev, pour tenter de déposer les dons dans les hôpitaux et chez les médecins. Les habitants se préparent aussi à accueillir ceux qui fuient la guerre. "En ce moment, nous avons une quarantaine de places disponibles chez des particuliers. La plupart sont disposés à accueillir des femmes et leurs enfants".

La police fédérale se prépare à une importante arrivée de déplacés. Les contrôles à la frontière doivent être renforcés au niveau de Frankfurt-sur-l'Oder. Dans le Brandebourg, la région frontalière de la Pologne, les autorités ont mis 800 logements à disposition. À long terme, elles prévoient de porter cette capacité à 10 000. Quelque 400 personnes sont arrivées à Berlin selon les autorités. Certains ont trouvé refuge chez des proches ou des amis, d'autres ont déjà déposé une demande d'asile. Les premiers déplacés ukrainiens sont également arrivés dans la région du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, notamment à Schwerin, la capitale de la région. Des hébergements ont

également été mis en place à Rostock, Neubrandenburg and Stralsund.

Le 8 mars 2022, 1.204.403 réfugiés sont arrivés en Pologne

SLOVAQUIE

La Slovaquie avait accueilli 30 000 personnes, lundi 28 février 2022, selon le HCR. Il faut sept heures pour passer la frontière. Cinq camps d'urgence devaient être construits aux frontières au cours du week-end 26-27 février 2022.

Au passage-frontière de Velke Semence, les files d'attente s'allongent côté ukrainien, mais l'aide s'organise côté slovaque, avec des ONG et des volontaires *"Nous distribuons du thé, des gâteaux, des bananes, des habits. Tout ce que vous voyez là, ce sont des dons de la population slovaque."* Le ministre slovaque des Finances annonce déjà jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de réfugiés ukrainiens par jour. Le gouvernement slovaque envisage dès la semaine prochaine d'accélérer les procédures administratives pour leur donner dès la frontière passée des permis de séjour et de travail assortis d'un droit aux aides sociales pour le logement. Le 5 mars 2022, 90.329 personnes se sont réfugiées en Slovaquie, soit 7,5% du total.

Le 8 mars 2022, 140.745 personnes se sont réfugiées en Slovaquie

ROUMANIE

Lundi 28 février 2022, le HCR comptait 34 361 réfugiés ukrainiens, Deux camps ont été mis en place, un à Sighetu, vide pour l'instant, et l'autre à Siret, dont la quarantaine d'occupants doit être transférée vers des centres d'accueil. En visite, lundi 28 février 2022, au poste-frontière de Siret, la commissaire européenne aux Affaires intérieures a salué *"l'excellente collaboration entre les bénévoles locaux et les autorités pour aider les personnes qui fuient la guerre en Ukraine"*.

Le poste-frontière de Siret, au nord-est de la Roumanie, vit aujourd'hui au rythme des arrivées d'exilés fuyant l'Ukraine. Sur la seule journée du 3 mars, 2022, 8 000 personnes ont franchi ce poste frontière. Et depuis le 24 février 2022, ce sont près de 63 000 personnes que la petite ville roumaine a vu débarquer. Soit presque la moitié de l'ensemble des exilés arrivés en Roumanie à ce jour - 140 000, selon les derniers chiffres des garde-frontières roumains. *"Quand les Ukrainiens arrivent, ils sont épuisés et apeurés"*, constate le responsable régional de la Croix-Rouge. *"C'est dur pour eux de devoir tout laisser du jour au lendemain, y compris leur mari, leur père ou leur frère... C'est aussi dur pour nous de les voir dans cet état."* Le 25 février 2022, le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky a annoncé la mobilisation militaire générale pour contrer l'invasion russe : les hommes ukrainiens entre 18 et 60 ans ont l'interdiction de quitter le pays pour prêter main forte à l'armée. De jour comme de nuit, les mêmes scènes se répètent. Des Ukrainiennes, aux traits marqués, traînent leurs valises et avancent leurs poussettes sur le sol enneigé. De nombreux enfants, emmitoufflés sous des couvertures, tiennent fermement dans leurs bras une peluche. Des familles enfin réunies s'enlacent. Des femmes, parfois seules, le visage rougi par le froid, pleurent en silence leurs proches laissés derrière elles. Les rares hommes qui arrivent aux frontières roumaines sont des mineurs ou des étrangers, originaires d'Inde, d'Afrique, ou encore de Chine. Ce soir du 3 mars, un groupe d'Indiens patientent sur un bout de trottoir, un verre de soupe fumante dans une main, leurs bagages dans une autre. Ils ont quitté Kiev quelques jours plus tôt. Tous travaillaient dans des restaurants de la capitale ukrainienne. *"Notre ambassade nous a dit de fuir au plus vite et de prendre un train jusqu'en Roumanie"*, explique l'un d'eux. Un car doit venir les récupérer pour les rapatrier chez eux. Une ukrainienne d'une trentaine d'années semble désespérée. *"J'ai laissé ma mère atteinte d'un cancer en stade avancé à Kharkiv. Elle va mourir seule, mais j'étais obligée de partir pour mon garçon"*. Dès leur arrivée sur le sol roumain, les exilés sont pris en charge par les autorités, les ONG ou par de simples citoyens volontaires. C'est le cas d'un prêtre orthodoxe qui en fin de journée jusqu'à minuit, aide les réfugiés, les transporte et si nécessaire les accueille chez lui. Des cars se relaient en permanence pour transférer les personnes vers des hébergements d'urgence, des gares ou des aéroports. Des hôtels ont ouvert leurs portes dans la région. Des deux côtés de la route, des tentes ont été dressées. On y trouve de tout : des boissons chaudes, des soupes, des biscuits, des chips, des couches, des produits d'hygiène,

des jouets pour enfants... Des pancartes "Servez-vous, c'est gratuit" (écrites en anglais, en ukrainien, en roumain) sont scotchées aux tables. Mais les bénévoles n'attendent pas que les gens se présentent à eux. Ils vont à leur rencontre avec des caisses remplies de vivres. D'autres Roumains sont aussi venus aider de manière autonome. C'est tout un pays qui se montre solidaire. Des étudiants, gilets jaune ou orange au dos, un autocollant "traducteur" collé au manteau, ont interrompu leurs études pour faire la traduction. *"On n'a pas hésité, si on peut donner un coup de main en permettant aux gens de se faire comprendre et de les orienter, c'est toujours ça"*, confient deux jeunes filles de 20 ans parlant couramment l'ukrainien. D'autres, plus âgés, n'hésitent pas à se rendre à la frontière après leur travail pour décharger les camions remplis de vivres ou pour servir à manger dans les stands des ONG. L'un, 54 ans, a lui pris sa voiture depuis Iasi, à plus de 100 km pour "faire sa part". En quelques jours, il a transporté plusieurs personnes vers des hôtels, des centres d'accueil ou des villes de Roumanie. Beaucoup ont des proches dans le pays. *"Les Ukrainiens sont nos voisins, ils sont comme nos frères"*, assure-t-il. *"On ne sait pas de quoi sera fait demain, peut-être serons-nous les prochains... Qui sait ce qu'on va devenir ? Qui pensait vivre ça au 21e siècle ?"*

Depuis le 24 février et le déclenchement de la guerre en Ukraine, un homme d'affaires roumain a transformé en dortoir pour les déplacés ukrainiens, la salle des fêtes de l'hôtel Mandachi, 4 étoiles, érigé en 2020, dans la ville de Suceava, à une quarantaine de kilomètres de la frontière roumano-ukrainienne. Les réfugiés peuvent y bénéficier d'un toit, de nourriture et de produits d'hygiène, de vêtements : les Ukrainiens n'ont plus qu'à se servir. En à peine 10 jours, environ 1 500 hommes et femmes sont passés par la structure. Les déplacés ne restent pas plus de quelques jours dans le bâtiment. Certains s'arrêtent seulement une heure ou deux pour se reposer, puis reprennent leur route. La grande majorité de ceux arrivés en Roumanie ne s'installent pas dans le pays et rejoignent des proches en Italie, en Allemagne, en Espagne ou encore en France. Une quarantaine de bénévoles se relaient 24h/24 pour les informer sur les moyens de transport à prendre pour la suite de leur voyage. Ils transportent les valises, changent les draps ou distribuent des vivres. *"Si les combats perdurent, on continuera d'accueillir des gens. C'est important de se montrer solidaire des Ukrainiens en ce moment"* dir le propriétaire.

Le 5 mars 2022, HCR compte 57.194 réfugiés soit environ 4,7% du total

Le 8 mars 2022, HCR compte 83.000 réfugiés

HONGRIE

Elle, a accueilli 93 938 réfugiés, selon le décompte du HCR. Le pays compte cinq poste-frontières avec l'Ukraine et plusieurs villes frontalières, comme Zahony, ont aménagé des bâtiments publics en centres de secours, où des civils hongrois viennent proposer vivres ou assistance. Le gouvernement a décidé d'accorder une protection temporaire aux Ukrainiens, loin du sort réservé aux migrants d'autres nationalités qui doivent déposer leurs demandes dans des "zones de transit". *"Tous ceux qui fuient l'Ukraine trouveront un ami en Hongrie"*, a promis dimanche 27 février 2022 le Premier ministre. Une attitude qui tranche avec la politique anti-migrants adoptée par Budapest depuis 2015.

Les trois points de passage principaux que compte la frontière longue d'une centaine de kilomètres, Zahony (4000 habitants), Beregsurany (640 habitants) et Tiszabecs. En quelques jours, les municipalités des environs ont mis sur pied toute une logistique pour permettre aux exilés de se mettre à l'abri et de reprendre des forces, avant de repartir vers Budapest.

En deux jours, un professeur d'histoire, qui vit à 200 km de Beregsurany, posté un message sur son compte Facebook, a reçu de la nourriture, des couches et même sept poussettes pour les déplacés. Il a chargé sa voiture et fait la route pour apporter tout cela à Beregsurany. Plusieurs fois par jour, des personnes arrivées au poste-frontière sont amenées en voiture. Elles peuvent se reposer, se restaurer et charger leur téléphone. Une centaine de lits de camp ont également été installés dans un gymnase, au cas où certains auraient besoin de dormir un peu, ou de passer la nuit. Des bénévoles de l'Ordre de Malte en gilets rouge gèrent l'organisation des départs vers Zahony et d'autres villes. *"Les gens remplissent des fiches avec leur nom et le lieu où ils souhaitent aller. On les trie par*

destination et on met ensuite les personnes en contact avec des chauffeurs bénévoles qui viennent se proposer pour faire un trajet"

Le centre d'accueil de Lonya (800 habitants) est plein de bénévoles qui s'activent. Un ballet régulier de voitures vient déposer devant le bâtiment des personnes récupérées à la frontière. Le centre regorge de nourriture et de produits d'hygiène. À l'étage, une vingtaine de lits ont été installés. *"Nous sommes en lien avec des organisations caritatives qui peuvent proposer plus de places d'hébergement si besoin"*.

Le principal point de transit entre l'Ukraine et la Hongrie est Zahony. Ici aussi, un centre d'hébergement a été ouvert, dans le lycée technique de la ville. Depuis le 28 février 2022, les élèves ont quitté les lieux et suivent désormais leurs cours en ligne. En quelques jours, le gymnase et les salles de classe ont été transformés en dortoirs. L'organisation repose à 100% sur la communauté locale. *"Vous n'imaginez pas le nombre de personnes qui sont impliquées"*, souligne une professeure du lycée qui participe très activement à l'accueil ". Capable de parler hongrois, anglais, russe et ukrainien, elle est vite devenue indispensable au fonctionnement du centre. *"Je ne me suis jamais sentie aussi utile de ma vie, glisse-t-elle. Mais je suis épuisée, je dors 4 heures par nuit depuis des jours. La journée, je donne mes cours et ensuite je viens aider au centre ou bien à la gare."* L'anglais est utile pour donner aux déplacés des informations sur les transports et les démarches administratives. Il faut notamment expliquer aux Ukrainiens qui arrivent sans passeports qu'ils vont être emmenés à Cigand, à une petite quarantaine de kilomètres, pour obtenir un laissez-passer des services hongrois de l'immigration. Le maire coordonne l'aide humanitaire dont la ville a besoin et poste régulièrement sur Facebook des appels à apporter ce qui manque. Pour le moment, le système fonctionne encore mais l'édile met en garde : *"Nous sommes seuls. Nous n'allons pas pouvoir continuer comme ça pendant longtemps"*.

L'accueil des déplacés est géré dans la capitale par des bénévoles. Le gouvernement de Viktor Orbán, engagé depuis 2015 dans une politique radicalement anti-migrants, laisse, depuis le début du conflit, la société civile gérer l'afflux des réfugiés. A Budapest, la tâche est ardue : les exilés restent plus longtemps dans la capitale que dans les villages frontaliers, le temps de se reposer et de trouver un point de chute définitif, en Hongrie ou ailleurs. Les organisations locales fournissent de la nourriture, des produits d'hygiène et des vêtements. Des Hongrois proposent aux déplacés des places d'hébergement. Créée en 2015, lors de la vague d'arrivées de migrants en Europe de l'est, Migration aid a repris du service auprès des déplacés d'Ukraine et coordonne aujourd'hui les Hongrois qui se portent volontaires pour héberger des déplacés quelques jours chez eux. *"Il nous a semblé que c'était cela le plus nécessaire. Les autres associations font déjà des distributions et n'étaient pas prêtes à gérer cela"*, explique le fondateur et directeur de l'association. L'organisation avait dénombré, début mars, quelque 800 places d'hébergement disponibles dans toute la Hongrie. *"Au début [du conflit, le 24 février] rien n'a été mis en place. C'est la société civile, les églises, les municipalités qui ont mis à disposition leurs salles, leurs écoles, les campus d'université etc., pour les déplacés. Le gouvernement a finalement mis en place l'option de loger les gens via un dispositif d'urgence. On ne sait pas combien de places cela représente. Mais l'État a l'obligation de fournir une place d'hébergement à une personne qui le demande"*. Sur les 2 millions de personnes qui ont déjà quitté l'Ukraine, au moins 180 000 sont arrivées en Hongrie. La plupart ont un endroit où aller, des connaissances quelque part en Europe qui peuvent les accueillir pour un temps. Dans quelques semaines, ce ne sera peut-être plus le cas et les personnes arrivant en Hongrie auront alors besoin d'hébergement beaucoup plus long. Il faudra des Hongrois pour les accueillir.

Tout récemment, le gouvernement a fini par agir pour loger les personnes arrivées d'Ukraine. C'est l'organisme hongrois en charge des catastrophes qui héberge les réfugiés dans certains endroits. Ça peut être des logements pour étudiants, des salles de sport, des logements pour les ouvriers... Tout ce qu'ils trouvent de libre. Les gens qui vont s'enregistrer à l'office de l'immigration et demandent la protection temporaire sont référés à cet organisme s'ils ont besoin d'un logement. Ils peuvent aller faire ces démarches dans n'importe quel bureau d'immigration.

La population hongroise ne réagit pas différemment à l'arrivée des personnes venant d'Ukraine par rapport aux arrivées de personnes originaires du Moyen-Orient en 2015-2016. Déjà en 2015, elle s'est mobilisée vraiment vite. Il y avait eu beaucoup d'aide et de volontaires à la gare de Budapest-Keleti (dans l'est de la ville). C'est à ce moment-là que la plupart des groupes d'aide, comme Migration aid, se sont formés. La différence entre avant et maintenant, c'est que pendant sept ans, le gouvernement a mis en place une propagande anti-migrants, avec des affiches, des spots télévisés à la tv etc. sur les dangers de l'immigration, comment les migrants prennent le travail des Hongrois et arrivent avec d'autres valeurs et d'autres religions. Malgré ce discours public très négatif sur immigration, les gens sont là, ils aident. Tout l'argent que le gouvernement a dépensé pour cette propagande négative n'a pas vraiment influencé la mentalité des gens.

Le 5 mars 2022, le HCR compte 144.738 réfugiés (12% du total), accueilli par la Hongrie.
Le 8 mars 2022, 180 000 réfugiés sont en Hongrie.

MOLDAVIE

Dans ce pays frontalier, les Ukrainiens trouvent une langue commune, le russe, pour discuter. Ici, la majorité de la population parle en effet russe et roumain. À Chisinau, le centre culturel des cheminots s'est transformé en centre de collecte de dons. *"Nous avons mis à disposition ce local qui est chauffé. Nous recevons des produits de première nécessité"*. Derrière ce chaleureux élan de solidarité, on ressent également une population sous le choc. Il y a bien sûr la compassion avec les Ukrainiens qui arrivent ici et délivrent des témoignages terribles. Mais il y a aussi la proximité de la guerre. Certains habitants de Kishinau entendent les bombardements sur la ville portuaire d'Odessa.

La guerre de 1992 a opposé les séparatistes pro-russes au reste des Moldaves. Aujourd'hui, la Transnistrie, une bande de territoire le long de l'Ukraine, a déclaré unilatéralement son indépendance. Des armes et des militaires russes y sont présents. On craint de devoir lui aussi reprendre les armes. D'autres craignent de bientôt passer du statut d'hôte à celui d'exil.

38 388 réfugiés étaient arrivés sur le territoire moldave lundi 28 février 2022, indique le HCR.
Le 5 mars 2022, le HCR en compte 103.254 soit 9,2% du total.

Le 8 mars 2022, le HCR compte 57.194 réfugiés

EUROPE

La question de la répartition des migrants entre les États membres «en première ligne» et les autres n'est pas formellement posée. Elle viendra plus tard. De nombreux pays, dont l'Allemagne et la France, ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à accueillir des Ukrainiens. Selon la commissaire européenne, ceux-ci se dirigent prioritairement vers les pays où il y a d'importantes communautés ukrainiennes, notamment l'Allemagne, le Portugal et la République tchèque. Beaucoup choisiront ainsi de rester en Pologne, où vivent déjà environ un million et demi d'Ukrainiens.

À la demande de la France, les ministres de l'Intérieur de l'UE se sont réunis à Bruxelles dimanche 27 février 2022, pour discuter du statut qui pourrait être accordé aux réfugiés ukrainiens. Il s'agit «d'abord» de les accueillir *«le mieux possible en Pologne et dans les pays voisins (...) et puis de voir comment, en Europe, on peut leur apporter cette protection»* prévue dans le cadre d'une directive de 2001, a indiqué à son arrivée Gérald Darmanin. Ce dispositif pourrait être activé jeudi 3 mars 2022 lors d'une nouvelle réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE. Elle permettrait de donner une protection aux réfugiés durant un an, renouvelable jusqu'à trois ans. Quelques États membres, sont réticents.

Les Européens voient se profiler une crise migratoire aux portes de l'Europe et une catastrophe humanitaire en Ukraine. *«Je pense que nous devons nous préparer pour des millions»* d'arrivées, a estimé la commissaire aux Affaires intérieures, *«Le nombre actuellement prévu d'Ukrainiens déplacés est supérieur à 7 millions»*, s'est inquiété le commissaire, chargé des crises,

Les pays de l'Union européenne (UE) ont accepté jeudi 3 mars à l'unanimité d'accorder une **"protection temporaire" aux réfugiés fuyant la guerre en Ukraine**. Ukrainien et leurs familles, ainsi qu'aux ressortissants étrangers résidents de longue durée en Ukraine. Ils séjournent dans l'UE pendant un an renouvelable, d'y travailler, d'accéder aux aides sociales ainsi qu'au logement, au système scolaire et aux soins médicaux. *"Nous avons déjà accueilli environ 1 million de réfugiés et nous en verrons des millions d'autres"*, a réagi la commissaire européenne aux Affaires intérieures à l'issue de la réunion ministérielle à Bruxelles. Il sera par ailleurs toujours possible pour une personne bénéficiant de ce dispositif de faire une demande d'asile dans un pays, le statut de réfugié conférant une protection de plus longue durée. Le temps de cette demande, la personne ne sera pas considérée comme demandeuse d'asile mais comme bénéficiaire de cette protection. En cas d'échec de sa demande, sa "protection temporaire", si elle n'a pas expiré, sera toujours effective. En ce qui concerne les ressortissants étrangers "résidents de longue durée" en Ukraine, chaque État membre pourra appliquer la protection temporaire, selon les directives européennes ou selon la législation nationale du pays. Les étrangers résidant en Ukraine, mais ne disposant pas d'un titre de séjour de longue durée *"ne sont pas couverts par ce statut, mais nous travaillons étroitement avec les Ukrainiens pour les accueillir dans l'UE, où nous leur offrirons une protection immédiate et les aiderons à se loger, se vêtir et se nourrir"*, a expliqué la commissaire européenne aux Affaires intérieures. *"Nous nous concerterons avec les pays dont ils sont originaires, pour voir comment des vols pourront être organisés pour les ramener en sécurité chez eux"*, a-t-elle poursuivi. Des opérations sont déjà en cours, avec des avions affrétés par l'Inde, le Maroc ou la Tunisie,

"Nous sommes face à une situation où on va se retrouver, en peu de temps, avec des millions de déplacés venus d'un seul pays, selon les estimations de l'ONU", "C'est inédit pour l'Europe. Les Syriens, par exemple, [au déclenchement de la guerre] étaient majoritairement allés se réfugier au Liban, en Turquie."

Ce *"mécanisme inédit de solidarité"* entre les États en laisse certains perplexes. Bien qu'il *"offre une nouvelle vie aux gens fuyant le danger"*, il intervient après des années de *"piètre bilan"* de l'UE en matière d'accueil des migrants, a notamment commenté l'ONG Oxfam. Des dizaines de milliers de personnes fuyant guerres, persécutions et misère, croupissent depuis des années dans des camps formels et informels à travers l'Europe. Pour la ministre allemande de l'Intérieur, l'accord unanime des Vingt-Sept autour de cette protection temporaire marque *"un changement de paradigme bienvenu"*. Pour autant, aucun plan de répartition formelle des réfugiés entre pays de l'UE n'est sur la table à ce stade.

"Ce n'est pas seulement un acte de compassion en temps de guerre : c'est notre devoir moral en tant qu'Européens", "Nous ne sommes pas naïfs, accueillir des millions de réfugiés représentera des défis innombrables pour nos sociétés. Mais nous sommes désormais dans une bien meilleure position pour y répondre" a commenté depuis la Roumanie la présidente de la Commission européenne.

Plus de 210.000 personnes ont été prises en charge dans d'autres pays européens, au 8 mars 2022.

ONU

Lundi 28 février 2022, selon le HCR, exactement **519 057** personnes ont fui depuis jeudi les violents combats qui opposent les troupes russes à l'armée ukrainienne, dans ce pays peuplé de plus de 37 millions de personnes dans les territoires contrôlés par Kiev. 34 600 de ces réfugiés ont poursuivi leur route, une fois la frontière ukrainienne franchie, vers d'autres pays européens.

Mardi 1er mars 2022, selon le HCR plus de **660 000** personnes fuyant l'Ukraine ont affluées vers les pays voisins. *"À ce rythme, la situation semble devoir devenir la plus grande crise de réfugiés du siècle en Europe"*. Si la guerre se poursuit, *"environ 18 millions de personnes seront touchés sur le plan humanitaire"*, en Ukraine comme dans les États voisins, et on pourrait compter jusqu'à 4

millions de réfugiés ayant fui le pays, a ajouté le commissaire, se référant aux prévisions du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Mercredi 2 mars 2022 après-midi, l'ONU compte plus de **874 000** personnes ayant fui l'Ukraine en moins d'une semaine.

Vendredi 5 mars 2022, selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), **1,2 million de personnes** ont fui l'Ukraine.

Dimanche 6 mars 2022, plus de **1,5 million** de personnes ont fui l'Ukraine selon l'ONU

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a expédié hier jeudi 6 mars 2022 36 tonnes de matériel de traumatologie et de chirurgie d'urgence. La cargaison permettra de répondre aux besoins de 1.000 patients, et d'autres fournitures sanitaires pour répondre aux besoins de 150.000 personnes.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU décide de créer une commission d'enquête en faveur d'une commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits résultant de l'agression de la Fédération de Russie ». Le texte appelle « au retrait rapide et vérifiable des troupes russes et des groupes armés soutenus par la Russie de l'ensemble du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine ». Il demande également l'établissement d'urgence pour une durée initiale d'un an d'« une commission d'enquête internationale indépendante ». Les enquêteurs seront chargés de « recueillir, rassembler et analyser les éléments de preuve attestant de (...) violations » des droits humains et du droit international humanitaire résultant de l'invasion russe en Ukraine, en vue de futurs procès, et d'identifier les responsables de ces violations « afin qu'ils aient à répondre de leurs actes ». La délégation chinoise a ainsi assuré qu'elle « s'oppose toujours à la politisation des questions relatives aux droits de l'homme ». Pour Beijing, la commission pourrait « exacerber les tensions » dans cette région. Les responsables doivent redouter désormais la création de la commission qui complétera l'enquête de la Cour pénale internationale. « les pays du monde entier sont unis » contre la Russie. C'est « un message clair pour le Président russe Vladimir Poutine. Vous êtes isolé et le monde est contre vous », a dit l'Ambassadrice ukrainienne à l'ONU à Genève. « Il n'y a qu'un seul agresseur dans cette guerre. C'est la Russie. Pas l'OTAN, pas l'Europe, pas l'Ukraine. La Russie doit être tenue responsable de ses actions », a martelé l'Ambassadeur de la France auprès de l'ONU à Genève.

unnews@un.org

Quatre millions de personnes pourraient vouloir quitter le pays pour échapper à la guerre. Dans son dernier rapport de situation, l'OCHA indiquait qu'un nombre croissant de personnes sont prises au piège dans des villes constamment attaquées, les évacuations n'ayant pas été possibles dans certains endroits.

Lundi 8 mars 2022, 2.011.312 réfugiés fuyant l'Ukraine depuis le début de l'offensive russe le 24 février. Soit environ 4,5% de la population ukrainienne (44 millions). Un bon nombre des gens ayant fui l'Ukraine – essentiellement des femmes et des enfants – poursuivent ensuite leur route ailleurs en Europe pour rejoindre de la famille ou des amis. « *Ils bougent vers d'autres pays, ils vont vers là où ils ont des connexions, de la famille. Ce qui m'inquiète, c'est qu'on craint une deuxième vague de personnes qui auront beaucoup moins de ressources et de connexions, et qui seront d'autant plus vulnérables* ». Selon l'agence onusienne, cet afflux ne devrait pas s'arrêter. D'autant qu'il y a des centaines de milliers de personnes en mouvement, qui essaient de fuir les zones de combats et de se réfugier d'abord à l'intérieur de l'Ukraine, dans des zones plus sûres. Selon l'ONU, quatre millions de personnes pourraient vouloir quitter l'Ukraine les prochaines semaines ou mois pour échapper à la guerre. l'agence de l'ONU pour les migrations a déclaré avoir conclu un partenariat avec la plateforme d'hébergement numérique « Airbnb ». L'objectif est de mettre en relation les personnes ayant fui l'Ukraine avec des possibilités d'hébergement gratuit à court terme dans l'un de ces cinq pays limitrophes de Kyïv. La semaine dernière, l'entreprise a offert un logement à 100.000 réfugiés ukrainiens. A ce jour, plus de 26.000 propriétaires se sont inscrits pour proposer leur logement gratuit

ou à prix réduit dans de nombreux pays du monde. près de 650.000 personnes sont privées d'électricité et au moins 130.000 personnes restent privées de gaz dans l'est, le nord et le sud du pays. plus de 76 tonnes d'aide médicale ont pu entrer dans le pays.

La plupart des victimes civiles (474 civils, dont 17 enfants, ainsi que plus de 861 blessés depuis le début de l'offensive russe) sont dues aux frappes aériennes et aux armes explosives utilisées par les forces russes avec des effets à grande échelle, notamment l'artillerie lourde et les systèmes de roquettes à lancement multiple. « *En conséquence, des centaines de bâtiments résidentiels ont été endommagés et détruits dans de nombreuses villes, notamment à Tchernihiv, Kharkiv, Kherson, Marioupol et Kyïv* ». Des détentions arbitraires de militants pro-ukrainiens ont lieu dans des zones qui sont récemment passées sous le contrôle de groupes armés dans l'est du pays. « *Nous avons également reçu des rapports faisant état de passages à tabac de personnes considérées comme pro-russes dans les territoires contrôlés par le gouvernement* ».

La Haute-Commissaire aux droits de l'Homme a salué « *l'accueil et la réaction rapide des pays voisins* » de Kyïv et qui constitue « *une lueur d'espoir dans une situation désespérément triste* ». Toutefois, un tel accueil « **contraste fortement avec le traitement réservé aux migrants d'autres pays aux frontières européennes** ». Dans l'un des exemples les plus frappants de l'impact mortel de ces politiques, plus de 2.000 migrants sont morts ou ont disparu en Méditerranée l'année dernière. Selon l'ONU, cela porte le total depuis 2017 à plus de 10.000. « Cette perte tragique n'est pas inévitable », a regretté la Haute-Commissaire.

« *Actuellement, les refoulements, l'accès limité à l'asile, la criminalisation des migrants et des défenseurs des droits humains ; les conditions d'accueil inadéquates et l'absence de mécanismes de surveillance indépendants exacerbent la vulnérabilité des migrants et violent leurs droits* ». Pour y remédier, elle prône « *une action coordonnée pour rechercher et secourir les migrants en mer* ». Il s'agit ainsi de garantir le débarquement dans des lieux sûrs et surtout d'élargir les voies de migration sûre et régulière afin que les migrants ne soient pas contraints de faire des voyages plus précaires. « **J'appelle également tous les États à cesser les actions qui criminalisent ou entravent le travail des organisations humanitaires qui fournissent une assistance aux migrants** »,

Le vendredi 11 mars 2022, la police allemande a confirmé les rumeurs selon lesquelles des femmes et des enfants ayant fui l'Ukraine et voyageant seuls ont été abordés à la gare centrale de Berlin par des individus. Ces derniers leur ont proposé de l'argent pour les héberger chez eux. Des informations en ce sens circulent sur une application de messagerie, alors que la gare de Berlin est devenue ces derniers jours un important lieu de transit pour des milliers d'Ukrainiens qui arrivent par la Pologne. Le risque que des proxénètes recrutent actuellement à la frontière allemande est bien présent. "La guerre et les crises de réfugiés rendent les femmes particulièrement vulnérables. Elles risquent de devenir des victimes de trafic d'êtres humains et d'autres crimes". Pour lutter contre ce phénomène, une ONG cherche à sensibiliser les déplacés qui arrivent actuellement. En Allemagne, la prostitution forcée est passible d'une peine allant jusqu'à dix ans de prison. Cette peine est encore plus lourde si la victime est mineure. On peut joindre la police au +49 30 206220306.



Vendredi 11 mars 2022, **4,4 millions de personnes ont été déplacées** en Ukraine du fait de la guerre, et que **2,5 millions avaient franchi la frontière** avec un autre pays. La Pologne est le premier pays d'accueil en nombre de réfugiés avec 1,2 million de réfugiés.

ALLEMAGNE

La police fédérale se prépare à une importante arrivée de déplacés. Les contrôles à la frontière doivent être renforcés au niveau de Frankfurt-sur-l'Oder. Dans le Brandebourg, la région frontalière de la Pologne, les autorités ont mis 800 logements à disposition. À long terme, elles prévoient de porter cette capacité à 10 000. Quelque 400 personnes sont arrivées à Berlin selon les autorités. Certains ont trouvé refuge chez des proches ou des amis, d'autres ont déjà déposé une demande d'asile. Les premiers déplacés ukrainiens sont également arrivés dans la région du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, notamment à Schwerin, la capitale de la région. Des hébergements ont également été mis en place à Rostock, Neubrandenburg and Stralsund.

Le vendredi 11 mars 2022, la police allemande a confirmé les rumeurs selon lesquelles des femmes et des enfants ayant fui l'Ukraine et voyageant seuls ont été abordés à la gare centrale de Berlin par des individus. Ces derniers leur ont proposé de l'argent pour les héberger chez eux. Des informations en ce sens circulent sur une application de messagerie, alors que la gare de Berlin est devenue ces derniers jours un important lieu de transit pour des milliers d'Ukrainiens qui arrivent par la Pologne. Le risque que des proxénètes recrutent actuellement à la frontière allemande est bien présent. *"La guerre et les crises de réfugiés rendent les femmes particulièrement vulnérables. Elles risquent de devenir des victimes de trafic d'êtres humains et d'autres crimes"*. Pour lutter contre ce phénomène, une ONG cherche à sensibiliser les déplacés qui arrivent actuellement. En Allemagne, la prostitution forcée est passible d'une peine allant jusqu'à dix ans de prison. Cette peine est encore plus lourde si la victime est mineure. On peut joindre la police au +49 30 206220306.

À Berlin, environ 10 000 réfugiés ukrainiens arrivent chaque jour en train, en bus ou en voiture. La gare centrale de Berlin s'est rapidement transformée en centre d'accueil improvisé avec de nombreux volontaires distribuant de la nourriture, aidant les réfugiés, proposant un hébergement privé. 300 000 lits ont été proposés, et des organisations caritatives s'activent jour et nuit. La municipalité tablait avant l'invasion russe sur 20 000 réfugiés : plus de 100 000 sont sans doute arrivés jusqu'à présent. Face à l'afflux, la ville organise dans l'urgence des centres d'hébergement, notamment sous une tente devant la gare, dans des halles de la foire, sur le site de l'ancien aéroport de Tegel. D'autres régions sont appelées à l'aide, et des bus y transportent des réfugiés, s'ils l'acceptent. Mais les grandes

villes où vivent de plus grandes communautés ukrainiennes sont plus attractives pour les réfugiés. D'après les règles de répartition entre les régions, Berlin ne devrait accueillir que 5% des nouveaux arrivants. Mais la ville, qui n'avait pas brillé pour la prise en charge des réfugiés syriens en 2015, doit aujourd'hui supporter un poids bien plus lourd et se sent abandonnée, alors que la tâche à surmonter a une ampleur nationale.

FRANCE

Le **Conseil national de La Cimade** s'est réuni les 25 et 26 février 2022 au moment même où l'armée russe envahissait l'Ukraine en bombardant les principales villes du pays. Par ce communiqué, la Cimade souhaite exprimer **sa solidarité avec le peuple ukrainien** face à cette guerre d'invasion, ainsi qu'avec les citoyen.ne.s russes qui ont le courage de manifester pour la paix. Ce drame qui se déroule en Europe pousse et va continuer à pousser un grand nombre de personnes à l'exil, qui s'ajoutent à celles déplacées depuis le début du conflit dans l'est du pays en 2014.

L'Union européenne et la France en particulier qui en assure actuellement la présidence tournante ne peuvent ignorer cette situation terrible. Elles doivent faire respecter le droit international en **garantissant que les ukrainien.ne.s, ainsi que les étrange-re-s qui étaient nombreux à y étudier ou travailler, à y être réfugiés, obtiennent une protection dans les pays de l'Union européenne**. Cela implique d'exhorter les pays limitrophes de l'Ukraine à laisser leurs frontières ouvertes et à respecter le principe de non refoulement. La Cimade tient ainsi à rappeler que l'accueil des personnes réfugiées est un principe fondamental du droit international qui ne saurait souffrir d'exception, et dénonce les discours abjects voulant conditionner l'accueil à des questions de culture, de religion, de couleur de peau..., ou ramenant celui-ci à une opportunité dont on pourrait « tirer profit ».

La France doit se montrer exemplaire en mettant en œuvre rapidement tous les moyens pratiques pour faciliter, dans cette situation d'urgence, **l'accueil de celles et ceux qui demanderont la protection de notre pays**. Le dispositif d'accueil doit ainsi être significativement renforcé pour héberger ces personnes sans écarter les autres personnes demandeur.euses d'asile et réfugiées déjà présentes en France et les initiatives des villes et des associations pour cet accueil. Enfin, un moratoire doit intervenir contre les expulsions vers l'Ukraine et, en conséquence, contre le placement en rétention de ressortissant.e.s ukrainien.ne.s.

La Cimade qui « défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes » est prête à accompagner notamment dans l'exercice de leurs droits toutes celles et tous ceux qui sont déjà forcé.e.s ou qui vont bientôt l'être de quitter l'Ukraine pour chercher refuge dans les pays membres de l'Union européenne dont la France.

La Cimade – l'humanité passe par l'autre

Les Ukrainiens sont 40 000 en France, ils s'organisent. Ils sont prêts aussi pour accueillir des réfugiés. Ils sont en lien, par exemple avec les maires de Lyon et Villeurbanne qui leur apportent leur soutien, notamment pour proposer des logements aux familles ukrainiennes qui arriveront. Drapeaux Ukrainiens en main, quelques affiches contre la guerre, ils préparent des rassemblements dans plusieurs villes de France. Ils sont rejoints par tous ceux qui se sentent concernés par la guerre, pacifistes de longue date ou citoyens révoltés. La communauté ukrainienne a été particulièrement touchée par la solidarité des Russes de France opposés à la guerre. Eux aussi ont promis d'être présents aux manifestations et de s'associer ainsi à la détresse des Ukrainiens.

RUSSIE

Près de 99.300 ukrainiens sont arrivées en Russie.

Plus de 12.700 personnes qui manifestaient sans autorisation contre l'intervention militaire en Ukraine ont été arrêtées. Les médias sont tenus de « *n'utiliser que des informations et des termes*

officiels ». A ce sujet, la Haute-Commissaire aux droits de l'Homme s'est dite préoccupée par le recours à « *une législation répressive qui entrave l'exercice des droits civils et politiques et criminalise les comportements non violents* ».

UKRAINE

Selon le ministre ukrainien des Affaires étrangères, 20 000 combattants majoritairement européens auraient déjà rejoint l'armée ukrainienne. Les Croates entendent défendre Kiev

Malgré la guerre qui fait rage en Ukraine, l'Église orthodoxe d'Ukraine a organisé des messes à travers le pays dimanche 14 mars 2022. Le patriarche Épiphanie officiait en personne en la cathédrale Saint-Michel, siège du patriarcat de Kiev, qui a fait sécession avec celui de Moscou en 2019

VATICAN

Samedi 26 février 2022, le Pape a eu une conversation téléphonique avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky qui a répondu : « *Le peuple ukrainien ressent le soutien spirituel de Sa Sainteté* ». Vendredi 4 mars 2022, pour la deuxième journée consécutive, le Pape a utilisé les langues ukrainienne et russe sur son compte Twitter pour dire fermement son opposition à la guerre : « *Jésus nous a enseigné que l'on répond à l'absurdité diabolique de la violence avec les armes de Dieu, par la prière et le jeûne. Que la Reine de la Paix préserve le monde de la folie de la guerre* ». Il a aussi rappeler que « *Chaque guerre laisse notre monde pire qu'on ne l'a trouvé. La guerre est un échec de la politique et de l'humanité, une reddition honteuse, une défaite face aux forces du mal* ».

<https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2022-02/guerre-ukraine-solidarite-france.html>

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2022-03/pape-salut-audience-generale-polonais-ukraine-russie-guerre.html>

ISRAËL

Israël a également dû revoir ses paramètres d'accueil des réfugiés Ukrainiens, mais aussi de Russie, après un débat au sein du gouvernement. Alors que l'État hébreu avait d'abord adopté une position dure sur les critères imposés aux arrivants qui ne répondent pas à la loi du Retour (qui empêche le regroupement familial entre Palestiniens et Arabes israéliens avec obtention automatique de la nationalité israélienne), le gouvernement a dû tout revoir à la baisse et accueille désormais les bras ouverts les réfugiés, qu'ils soient juifs ou non. La ministre de l'intérieur qui a opté pour une position dure face ce problème a été mise en minorité au sein de son propre gouvernement. Après avoir proposé des quotas très sévères et menacé d'expulsions les réfugiés, elle a fait volte-face dimanche 13 mars 2022. Les réfugiés répondant aux paramètres de la « loi du Retour », de religion juive mais aussi les membres de leurs familles qui ne le sont pas, pourront obtenir dès leur arrivée la nationalité israélienne. Aucun quota ne sera désormais imposé pour les réfugiés ayant des membres de leur famille, même éloignés, en Israël. De manière générale, Israël accueillera chaleureusement tous les arrivants. D'ici la fin du mois, 15 000 juifs ukrainiens sont attendus, en plus des 5 000 déjà arrivés. L'allègement des critères pourrait inciter des dizaines de milliers de réfugiés à se rendre en Israël.

<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20220311-isra%C3%ABl-le-parlement-adopte-%C3%A0-nouveau-une-loi-d%C3%A9crit%C3%A9-sur-la-citoyennet%C3%A9>

AFRIQUE

Des Africains affirment en tout cas avoir été refoulés à la frontière avec la Pologne tandis que d'autres personnes, blanches, étaient autorisées à passer. Le blocage de la frontière polonaise pour les Africains n'est pas total car certains groupes ont pu passer, ce qui suggère plutôt un filtrage arbitraire des garde-frontières locaux. " *On nous a bloqués à la frontière, on nous a dit que les Noirs ne rentrent pas. Pourtant, on voyait les Blancs rentrer...* " Les gardes ukrainiens ont justifié leur refoulement par des instructions de leurs homologues polonais, qui leur auraient dit "qu'il n'y avait plus de place pour les migrants" en Pologne. La porte-parole des garde-frontières polonais a fermement démenti toute

discrimination. *"Je ne sais pas ce qui se passe du côté ukrainien, mais nous admettons tout le monde quelle que soit la nationalité. Cela fait deux jours que je démens de fausses allégations comme ça"*. Un deuxième communiqué polonais a confirmé qu'aucun visa n'était requis, que les cartes d'identité ou passeports, même périmés, étaient acceptés. Pour les principaux concernés, ces refoulements arbitraires ressemblent à une double peine. Être renvoyé au statut de migrant économique est une véritable douche froide pour ces jeunes Africains venus faire des études avancées, avec des papiers en règle et de brillantes perspectives d'emploi. Dimanche, la plupart des Africains coincés à la gare de Lviv cherchaient désormais à fuir par la Roumanie, la Hongrie, ou la Slovaquie.

Une douzaine d'ambassades africaines ont "mutualisé leurs moyens et leurs efforts" pour améliorer l'accompagnement des ressortissants africains se trouvant en Ukraine.

Dès le début de la guerre, des centaines d'étudiants se sont abrités dans l'université de Soumy, ville du nord est de l'Ukraine. Douze Congolais y ont passé plus d'une semaine dans l'angoisse. *"C'était traumatisant, je tremblais sur mon lit quand j'entendais les bombardements. On était obligés de descendre et se cacher dans la cave"*. Un **corridor humanitaire** s'est finalement ouvert mardi 8 mars 2022 dans la matinée. De l'argent envoyé par Kinshasa a permis aux 12 Congolais de payer un taxi puis de rejoindre la gare de Poltava, plus au sud. Ils ont pu attendre un train en direction de la frontière polonaise. Les étudiants s'interrogent maintenant sur leur avenir après plusieurs années de sacrifice loin de leurs familles. *"Nos études sont en jeu, nous ne pouvons pas perdre des années comme ça."* Le gouvernement **congolais** a dépêché une mission le long de la frontière ukrainienne pour secourir les ressortissants fuyant les violences.

GHANA

17 étudiants ghanéens évacués d'Ukraine est arrivé mardi 1er mars 2022 à Accra, capitale du Ghana, après avoir été rapatriés par les autorités du pays. Fuyant l'invasion russe dans le pays où ils faisaient leurs études, ces hommes et ces femmes sont rentrés au Ghana avec soulagement au terme d'un voyage éprouvant. Le gouvernement ghanéen a déclaré qu'il les aiderait à retrouver leurs familles ainsi qu'à se réinsérer dans leur pays. 527 ressortissants ghanéens ont franchi les frontières ukrainiennes pour rejoindre plusieurs pays européens et seront bientôt rapatriés s'ils le souhaitent, a déclaré la ministre des Affaires étrangères.

NIGERIA

Le gouvernement du Nigeria, a affirmé se préparer à évacuer dès mercredi 2 mars 2022 plus de 1 500 de ses ressortissants ayant trouvé refuge en Pologne, en Hongrie et en Roumanie. Environ 8 000 ressortissants nigériens sont en Ukraine, dont 5 600 étudiants, a précisé le ministre des Affaires étrangères. Le chef de la diplomatie nigérienne a également indiqué s'être entretenu avec les autorités ukrainiennes et polonaises pour s'assurer que les Nigériens ne se verraient pas refuser le droit de traverser la frontière. Mais certains étrangers, dont des Africains, affirment avoir encore du mal à rejoindre les pays voisins de l'Ukraine. Plusieurs étudiants africains ont raconté avoir été mis de côté pour permettre aux Ukrainiens de passer la frontière en premier. *"C'est bloqué, personne ne nous dit rien. Ils appellent 20 personnes pour les laisser passer, mais nous sommes toujours là, nous ne bougeons pas d'un pouce"*, s'est lamenté un étudiant ghanéen. *"Si vous regardez la file d'attente, nos amis, certains d'entre eux sont là depuis plus de quatre jours maintenant"*,

SENEGAL

Le secrétaire d'État aux Sénégalais de l'étranger, a indiqué mardi matin 1er mars 2022 à Dakar que plus de 20 ressortissants sénégalais avaient afflué vers la Pologne et qu'ils étaient pris en charge par l'ambassade à Varsovie.

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

A 31 ans, la ministre d'État chargée de l'Intégration vient d'être nommée déléguée du

gouvernement en charge de la **lutte contre le racisme**, un poste qui n'existait pas jusqu'à présent en Allemagne au niveau fédéral. *"Pour les personnes touchées, le racisme est une menace existentielle, car elles souffrent physiquement et mentalement", "Le racisme est un danger pour notre pays, car il met à mal notre unité dans la diversité et notre démocratie. Nous devons tous être des antiracistes"* . Elle veut développer une nouvelle stratégie de diversité pour que les pouvoirs publics "revèlent la réalité de la société". La semaine dernière, elle a ainsi appelé à davantage de personnes issues de l'immigration parmi les officiers de police, les enseignants et les fonctionnaires de l'administration. *"L'Allemagne est déjà diverse et un pays d'immigration", "d'ici cinq ans, je voudrais que cela soit vraiment visible dans les médias, en politique et dans les administrations publiques."*

BELGIQUE

Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides annonce que le statut de protection subsidiaire *"ne sera plus octroyé en raison de la situation sécuritaire"* aux Afghans. En effet, *"Avec la prise de pouvoir par les Taliban, les conditions de sécurité ont significativement changé (...) On n'observe plus de risque réel d'être victime d'une violence aveugle en Afghanistan."* Cela risque de diminué le taux de protection. *« il n'y a plus de conflit ouvert, c'est vrai ; mais il y a toujours des attentats et des exactions. Certaines minorités en sont davantage victimes. Et cela dépend aussi des régions »* .

CHYPRE

Chypre est confrontée à une importante vague migratoire. Le nombre de migrants et demandeurs d'asile arrivés sur l'île a augmenté au mois de janvier de 48 % sur un an. La majorité des migrants arrivent en avion, de Turquie, avec des visas d'étudiants en poche. Ils passent ensuite la ligne de démarcation avec le sud : *"C'est une ligne verte de 184 kilomètres, démilitarisée, contrôlée par les Nations unies, mais ce n'est pas une frontière. C'est une ligne très poreuse. Par endroits, il s'agit juste d'un champ"*. Une fois au sud, la situation se complique : pour se faire enregistrer en tant que demandeurs d'asile, les migrants doivent aller dans le camp de Pournara. Ils sont censés y passer une quinzaine de jours, mais en réalité, ils y passent des mois dans des conditions déplorables. Un syrien déclare : *"Ce camp, est le pire du monde. J'ai peur de mourir. Si j'avais su, je ne serais jamais venu. Les passeurs nous ont vendu du rêve. On nous a dit que là-bas, on allait travailler et gagner cent euros par jour. J'ai tout quitté pour venir, ma famille, mes enfants, mais en fait, ici, c'est pire qu'en Syrie"*. Chypre ne fait pas partie de l'espace Schengen qui permet la libre circulation des biens et des personnes. Mais le règlement dit de Dublin, s'applique. Règlement, selon lequel, le premier pays dans lequel un migrant arrive est le pays dans lequel il doit faire sa demande d'asile. Du coup, même si cette demande est acceptée, il est ensuite très difficile de quitter Chypre pour un autre pays de l'UE. *"Dans certains quartiers de Nicosie, il y a plus de migrants que de locaux. C'est devenu une ville où des milliers de personnes sont en errance avec des valises."*

<https://www.rfi.fr/podcasts/t%C3%A9moins-d-actu/20220310-comment-l-%C3%AEle-de-chypre-est-elle-d%C3%A9pass%C3%A9e-par-l-afflux-de-migrants>

Le gouvernement chypriote demande que Frontex bloque l'arrivée de nouveaux migrants sur son île, et qu'une partie de ceux déjà sur place soit envoyée vers d'autres pays de l'Union. Au total, 1 300 demandeurs d'asile ont débarqué depuis le début de l'année. Cela remet donc en question la position de Chypre vis-à-vis de l'Europe et de l'acceptation du règlement de Dublin.

<https://www.rfi.fr/europe/20220216-face-%C3%A0-l-afflux-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-chypre-appelle-%C3%A0-l-aide-bruxelles>

ESPAGNE

Melilla

Mercredi 2 mars 2022, vers 9h30, un groupe de quelque 2 500 personnes originaires d'Afrique subsaharienne a tenté un franchissement massif de la clôture frontalière de Melilla, frontière terrestre de l'Union européenne en Afrique. Près de 500 seraient entrés. Les migrants ont utilisé des "crochets" pour escalader la clôture grillagée et ont "jeté des pierres", ce qui leur a permis de "déborder les forces

de sécurité marocaines qui tentaient de les empêcher d'atteindre la clôture. Les forces de sécurité espagnoles ont neutralisé une grande partie des personnes ayant tenté de franchir la clôture. Elle a indiqué que trois migrants avaient été légèrement blessés, tout comme trois membres de la Garde civile espagnole. Une telle situation est en tout cas inhabituelle. Si les arrivées dans cette zone sont quasi-quotidiennes, elles sont rarement massives. *"Mercredi nous avons vu des migrants arriver sur le sol espagnol, beaucoup étaient blessés et avaient du mal à marcher. Certains ont dû être hospitalisés."*

Mardi 8 mars 2022, environ mille personnes, s'approchaient de la clôture de Melilla, de manière coordonnée et parfaitement organisée avant de se diviser en plusieurs sous-groupes. Environ 400 personnes, de l'un de ces sous-groupes, ont réussi à atteindre la clôture" mais ont été stoppées par les forces de l'ordre marocaines. Un migrant soudanais originaire du Darfour, affirme avoir été refoulé par les forces de l'ordre, mardi 8 mars. Il dit vivre, depuis plus de quatre mois, dans "des conditions inhumaines" sur le mont Gourougou, situé dans la région de Nador, et être déterminé à passer en Espagne. *"Je passe mon temps à essayer d'échapper à la police et aux forces de sécurité. Je n'ai aucune autre option, j'essaierai encore [de passer en Espagne], c'est sûr."* Les migrants qui parviennent à entrer à Melilla y arrivent souvent blessés, que cela soit par la traversée elle-même ou par les forces de police marocaines et espagnoles. Des images relayées début mars sur les réseaux sociaux montraient des officiers de police jeter violemment à terre puis rouer de coups des migrants tentant de passer la frontière.

Irun

Samedi 12 mars 2022, une personne est portée disparue après avoir tenté de traverser le fleuve Bidassoa, qui marque la frontière entre Espagne et France. *"Trois personnes ont sauté dans le fleuve Bidassoa et seuls deux ont réussi à le traverser. C'est pourquoi les équipes de recherches ont été activées et un sac à dos a été retrouvé"* . Les opérations de recherches ont été lancées, samedi, vers 18h, et ont duré jusqu'à dimanche soir, avant de reprendre lundi, selon le service d'urgence du Pays basque espagnol. Le président de la Communauté d'agglomération du Pays basque et maire de Bayonne, a appelé dans un communiqué *"à prendre des mesures urgentes pour sécuriser les parcours des personnes migrantes"*. D'après la coordinatrice des frontières intérieures pour l'Anafé, *"les effectifs des autorités aux frontières intérieures françaises sont beaucoup plus importants, nous le voyons sur le terrain"*. Le dispositif mis en place au nom de la lutte contre le terrorisme *"engendre plutôt, dans les faits, la multiplication des contrôles discriminatoires, sur des personnes qui ont des droits"*. En 2021, le nombre de non-admissions à la frontière franco-espagnole dans le département des Pyrénées-Atlantiques est de 13 064 contre 5 976 en 2020. Parmi ces migrants, plus de la moitié sont originaires des pays du Maghreb, et un tiers de pays francophones d'Afrique subsaharienne (Mali, Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal), indiquent les autorités françaises.

Ces derniers jours, près de 6 000 tentatives ont été enregistrées pour rejoindre Ceuta ou Melilla.

GRECE

Six corps ont été retrouvés, mardi 1er mars 2022, dans la matinée, sur une côte de l'île grecque de Lesbos. *"Quatre corps ont été découverts"* par un passant sur la plage d'Ano Skala à un kilomètre du port de Mytilène, chef-lieu de l'île, et *"deux autres ont été repêchés dans l'eau"*. Ces trois hommes et de trois femmes, ne portaient pas de gilets de sauvetage. Leurs dépouilles ont été transférées à l'hôpital de l'île pour une autopsie. Les garde-côtes, poursuivaient mardi 2 mars les recherches et ont découvert une nouvelle personne décédée près du port de Mytilène. Ni l'embarcation, ni des débris n'ont été retrouvés.

Plus de 6 000 réfugiés ukrainiens sont déjà arrivés en Grèce. Une politique d'accueil spécifique s'est immédiatement mise en place, et elle semble très différente de celle réservée aux autres arrivants. Le statut de réfugiés est ainsi immédiatement donné aux Ukrainiens, ce qui n'est pas le cas par exemple pour les Afghans, ou les Syriens qui fuient eux aussi la guerre. Ces derniers doivent

remplir une demande d'asile qui attendra parfois des années avant d'être étudiée. Pendant ce temps, la plus grande partie d'entre eux vivra dans des camps à l'accès contrôlé. Les réfugiés ukrainiens bénéficient quant à eux de meilleures structures d'accueil. Le gouvernement grec étudie par ailleurs la mise en place de formulaires que les Ukrainiens pourront remplir à la frontière afin d'indiquer leurs expériences professionnelles, les langues qu'ils parlent et leurs compétences diverses afin qu'ils puissent s'intégrer, s'ils le souhaitent, à la société grecque. Cela ne s'est jamais vu auparavant. Pour expliquer cette différence de traitement, il suffit de lire les déclarations des ministres en charge de ces dossiers en Grèce. Le ministre des Migrations a ainsi qualifié les Ukrainiens de "**vrais réfugiés**", sous-entendant donc que les autres ne le sont pas. Un député du parti conservateur a souligné le fait que "**les Ukrainiens sont des blancs chrétiens orthodoxes, et pas des Africains d'une autre religion**". Une politique de deux poids deux mesures pour les réfugiés est désormais appliquée en Grèce, qui risque de créer des tensions dans les camps de demandeurs d'asile.

IRELANDE

En Irlande, le gouvernement s'apprête à accueillir 100 000 Ukrainiens, un chiffre important pour un pays de 5 millions d'habitants. Le nombre d'Irlandais prêts à héberger des réfugiés chez eux pour une durée de six mois à un an est lui aussi impressionnant. En une semaine, 12 000 personnes ont déjà proposé une chambre d'ami ou un logement entier via une plateforme mise en place par la Croix-Rouge. L'association n'avait jamais vu cela, d'habitude il faut plusieurs mois pour atteindre de tels résultats. Cette solidarité fait suite à un appel du gouvernement au public pour éviter au maximum que ces familles fuyant la guerre se retrouvent dans des hôtels. Pour l'instant, 2 500 Ukrainiens sont arrivés en Irlande, principalement pour rejoindre des amis ou de la famille.

Tous les Ukrainiens ne pourront cependant pas tous être logés chez des Irlandais. Pour les autres, un centre d'accueil a été ouvert à l'aéroport de Dublin. Dès leur arrivée, on donne aux réfugiés des cartes SIM, des chargeurs et surtout un numéro PPS, un identifiant qui leur donne accès à toutes les aides de l'État. Ils pourront ainsi bénéficier d'un logement à court terme, d'une protection sociale et trouver un travail légal et non payé au noir. L'objectif est en effet de les intégrer très rapidement à la société irlandaise. La ministre de l'Éducation est d'ailleurs en train de faire le tour des places disponibles dans les classes pour permettre aux enfants ukrainiens d'aller à l'école dès leur arrivée en Irlande.

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-club-des-correspondants/quel-accueil-pour-les-refugies-ukrainiens-en-irlande-au-royaume-uni-et-en-grece_4980567.html

ITALIE

Du 1er janvier au 20 février 2022, 4 701 personnes ont débarqué en Italie ? en traversant la Méditerranée. En 2021, plus de 55 000 migrants sont arrivés en Italie. Environ 19 500 personnes ont été interceptées par les garde-côtes tunisiens.

LITUANIE

Dans le camp de Medininkai, en Lituanie, le 2 mars 2022, les gardes lituaniens ont arrêté une dizaine de femmes migrante, partiellement dévêtues, apeurées dans leur chambre, sans leur donner le temps de se vêtir. "Certaines sortaient de la douche, d'autres dormaient, d'autres étaient en sous-vêtements. Les gardes lituaniens sont entrés dans les chambres, ils les ont frappées. Ils les ont menottées et les ont emmenées". Cette arrestation aura suivi une manifestation, organisée le 1er mars 2022, pour réclamer des conditions de vie plus décentes à Medininkai. Ce n'est pas la première fois que des protestations ont lieu dans le centre. Les gardiens, aidés de la police, avaient déjà répondu en les aspergeant de gaz lacrymogène. Contactées, les autorités de Lituanie disent, "*La raison pour laquelle ces femmes sont à moitié nues est inconnue par nos services de garde-frontières*". "*Les forces frontalières lituaniennes n'ont jamais donné l'ordre de déshabiller les personnes qui vivent dans nos centres d'enregistrement pour étrangers*". Aucune enquête ne semble avoir été ouverte.

VATICAN

«**Construire l'avenir avec les migrants et les réfugiés**» sera le thème de la 10ème

journée mondiale du migrant et du réfugié célébrée le dimanche **25 septembre 2022**. *«Souligner l'implication que nous sommes tous appelés à avoir dans la construction d'un avenir qui réponde au projet de Dieu sans exclure personne».* *«Construire avec»* signifie avant tout *«reconnaître et promouvoir la contribution des migrants et des réfugiés dans ce travail de construction, car c'est seulement ainsi que nous pourrons construire un monde qui assure les conditions pour un développement humain intégral de tous et de toutes».*

Par l'intermédiaire de l'aumônerie apostolique, le Souverain Pontife a envoyé du matériel médical à la basilique Santa Sofia de Rome, église nationale la communauté ukrainienne. Depuis plusieurs jours, des camions chargés de nourriture et de produits de première nécessité partent à destination de la population qui subit les conséquences dramatiques de la guerre.

<https://www.vaticannews.va/fr/vatican/news/2022-03/pape-francois-aide-aumonerie-apostolique-ukraine.html>

EUROPE

ROYAUME-UNI

Depuis plusieurs jours, 517 Ukrainiens fuyant les bombardements russes sont arrivés dans le nord de la France à Calais dans l'espoir de rejoindre le Royaume-Uni. Mais impossible de passer. Gérald Darmanin a donc demandé au Royaume-Uni d'assouplir ses conditions d'octroi de visas. Quelque 150 Ukrainiens ont même été invités par des représentants britanniques "à faire demi-tour" et à "se rendre à Paris ou Bruxelles" pour obtenir leurs visas dans les consulats. Britanniques et résidents au Royaume-Uni peuvent en effet faire venir les membres de leur famille vivant en Ukraine – ils doivent obtenir pour cela un titre de séjour de trois ans, après des vérifications sécuritaires. Le gouvernement britannique a indiqué dimanche 6 mars 2022 qu'il ne pouvait pas "simplement" ouvrir les portes du Royaume-Uni aux Ukrainiens refoulés à Calais. "Si nous ouvrons simplement la porte, nous n'avantagerons pas les personnes que nous devons avantager, les véritables réfugiés, mais je pense que nous minerons aussi le soutien populaire", a déclaré le ministre de la Justice. "Nous devons veiller à agir pour ceux qui ont besoin de notre soutien". Le ministre français de l'Intérieur a critiqué, samedi, la "réponse totalement inadaptée" et le "manque d'humanité" du Royaume-Uni, dans une lettre adressée à son homologue britannique.

Un an après sa présentation devant la Chambre des Communes, la réforme préparée par la ministre de l'Intérieur - dont l'objectif principal était de ne plus accorder les mêmes droits aux personnes entrées légalement ou illégalement dans le pays - a du plomb dans l'aile. Les députés de la Chambre des Lords en ont retoqué plusieurs propositions. Et ils ont aussi voté en faveur de l'amendement Dubs, une mesure qui autorise les mineurs non-accompagnés à rejoindre leur famille sur le sol anglais, par voie sûre. Un itinéraire légal qui servira de "bouée de sauvetage" pour "les enfants réfugiés bloqués à Calais" et pour ceux installés "dans les camps sordides en Grèce", a réagi la directrice de l'ONG Safe Passage International. "Cette semaine, le gouvernement a accepté que les familles de réfugiés ukrainiens soient ensemble au Royaume-Uni [...] Il doit maintenant égaliser cet engagement pour les enfants réfugiés d'autres nationalités qui sont coincés seuls en Europe alors qu'ils ont de la famille ici". "Sans passage sûr, les enfants réfugiés n'ont d'autre choix que de risquer leur vie en voyageant à l'arrière de camions ou en risquant des dériveurs à travers la Manche pour atteindre leurs proches et leur refuge au Royaume-Uni". L'amendement Dubs, salué par de nombreuses ONG, doit encore être validé par la Chambre des Communes, chambre basse du Parlement britannique dans les prochaines semaines.

Au Royaume-Uni, les démarches pour l'entrée des réfugiés ukrainiens sur son sol, sont

assouplies. "À partir de mardi 15 mars 2022, les Ukrainiens titulaires d'un passeport n'auront plus besoin de se rendre dans un centre de demande de visas pour donner leurs données biométriques avant de venir au Royaume-Uni." Sur les plus de deux millions de personnes à avoir déjà fui l'Ukraine, un peu plus de 1 000 visas ont été accordés par les autorités britanniques. Pour le moment, seuls les Ukrainiens ayant de la famille au Royaume-Uni peuvent demander un visa. Il faut aussi être muni d'un passeport et être de nationalité ukrainienne et non résident ukrainien. Mais les règles vont être de nouveau assouplies dans les prochains jours. Le gouvernement va lancer une campagne nationale et demander aux Britanniques d'héberger pour une durée d'un an tout Ukrainien voulant s'installer au Royaume-Uni. Ils auront également le droit de travailler et pourront recevoir des aides de l'État.

SERBIE

Depuis 2017, de nombreux migrants originaires d'Inde, du Bangladesh, du Pakistan et de l'Afghanistan, passent par la Bosnie et la Serbie pour essayer d'entrer dans l'Union européenne. Pour les citoyens indiens, la Serbie est une destination de choix, puisqu'ils y sont exemptés de visa pour venir en Serbie pour des séjours de courte durée. Les Indiens prennent directement l'avion pour Belgrade. De là, ils tentent d'entrer dans un pays de l'UE. Mais de nombreuses tentatives échouent. *"Ma tentative a échoué. La police croate m'a expulsé vers la Bosnie. Par contre, je n'ai pas versé d'argent à des trafiquants pour organiser mon voyage. J'utilise Google Maps pour y parvenir par mes propres moyens. Si j'avais un travail en Inde, je ne serais pas venu en Bosnie comme ça."* *"La police européenne ne nous respecte pas. Ils nous enlèvent même nos turbans pendant les contrôles et tirent avec violence sur nos barbes. Ils nous forcent également à nous nous déshabiller et à retourner à pied en Serbie malgré le froid extrême."* Une centaine de migrants originaires d'Inde vivent actuellement dans un centre d'accueil de la ville serbe de Kikinda, proche des frontières avec la Hongrie et la Roumanie. Tous ont déjà tenté, en vain, d'entrer sur le territoire de l'Union européenne (UE). De par sa proximité avec la Hongrie et la Roumanie, deux pays membre l'UE, Kikinda est devenue un carrefour pour de nombreux migrants. *"Nous disposons de 540 lits dans ce centre, et 550 personnes sont actuellement hébergées ici. On vient donc de dépasser nos capacités. Parmi ces personnes, 360 viennent du Bangladesh, et environ une centaine d'Inde"*, explique l personne chargée des admissions. *"C'est une nouvelle tendance. Les Indiens arrivent seulement depuis quelques mois ici."* Bien que les migrants soient logés dans le bâtiment principal du centre, la plupart des Indiens sont hébergés sous une grande tente blanche érigée dans un coin du site. Aucun officiel n'a toutefois fourni d'explications à ce sujet. Le camp, qui héberge uniquement des hommes, est géré par les autorités serbes avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés.

Les autorités serbes essaient de garder le cap d'une difficile « neutralité ». Candidat à l'intégration européenne, le pays n'est pas membre de l'Otan et a refusé de prendre des sanctions contre la Russie, mais il a voté la résolution des Nations unies qui condamne l'invasion russe, un choix contesté par la droite radicale. Le fait est que la Serbie avait gros à perdre quelle que soit l'option retenue.

Les Serbes prennent le parti de Moscou dans la guerre à l'Ukraine. Des milliers de Russes, dissidents ou simplement opposés à la guerre et à la politique de Vladimir Poutine arrivent en Serbie depuis le début de la guerre en Ukraine. Depuis 2014, beaucoup de volontaires serbes sont partis se battre du côté des séparatistes russes du Donbass mais, pour le moment, c'est du côté croate que la mobilisation bat son plein. Plusieurs centaines de volontaires se sont inscrits pour rejoindre les rangs ukrainiens

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20220306-la-guerre-en-ukraine-ravive-toutes-les-tensions-des-balkans>

AFRIQUE

ALGERIE

Depuis la fin du mois de février, des murs en béton de quatre mètres de haut bouchent l'horizon de plusieurs plages du littoral à l'ouest d'Oran. Si aucune annonce officielle n'est venue le confirmer, tout porte à croire que ces murs ont été installés pour contrer la migration vers l'Espagne. *"Même si les migrants viennent de toute l'Algérie – Mostaganem, Tipazza, Boumerdès – la plupart des personnes qui débarquent ici sont partis de la région oranaise"*. Car les minces ouvertures percées çà et là dans le béton ne permettent le passage que d'une personne maximum. Impossible donc, pour les potentiels exilés et les passeurs, d'accéder au rivage avec un zodiac ou une embarcation semi-rigide. Plusieurs sources "proches des autorités locales" ont d'ailleurs assuré que *"ces murs bétonnés entrent dans le cadre d'une stratégie globale décidée par les autorités locales"*, pour *"bloquer définitivement les accès des plages oranaises aux réseaux de migrants"* tentés la traversée de la Méditerranée. Dès le début des années 2000, *"l'action publique en Algérie s'est concentrée sur les modalités de départ, et non sur ses causes"*. En 2003, la sécurité des ports est renforcée, et les tentatives de passages baissent. *"Mais le nombre départs en barques, lui, augmente"*. Le gouvernement multiplie les opérations d'interception en mer qui, *"ne laissent planer aucun doute quant à leur dimension répressive"*. Durant ces opérations dites *"de sauvetage"*, *"les garde-côtes font usage de violences physiques et verbales"*. En 2009, le pays va plus loin, en introduisant dans sa législation le *"délit de sortie illégale"* du territoire, via l'article 175 bis du Code pénal. Celui-ci prévoit une peine de deux à six mois de prison ainsi qu'une amende de 20 000 à 60000 dinars d'amende pour les Algériens et les étrangers résidents qui tenteraient de quitter le territoire sans passeport ou visa.

ÉTHIOPIE

En Éthiopie, les réfugiés **érythréens**, coincés dans le Tigré, ont vécu pendant toute la guerre un cauchemar sans issue et se trouvent toujours aujourd'hui dépourvus de tout. C'est la conclusion d'un rapport d'enquête produit par deux universitaires érythréens et une militante des droits de l'homme sur la base d'une centaine de témoignages. Ce rapport détaille les expulsions hors de leurs camps de fortune, les kidnappings, le racket et les brutalités mais aussi les nombreux viols et les exécutions arbitraires qu'ils ont subis, aux mains de tous les belligérants y compris de l'armée du pays qu'ils avaient fui, l'Érythrée. *"La première chose à faire est de les relocaliser en lieu sûr. Cela dépend de ce qui est faisable mais l'idéal serait, bien sûr, qu'ils soient mis en sécurité dans un pays tiers. Si cela n'est pas possible, il faut les extraire de la zone de guerre - même si c'est toujours en Éthiopie - les emmener le plus loin possible de la zone de guerre. Il faut donner accès aux réfugiés aux organisations humanitaires parce qu'ils sont dans un état de dénuement et de nécessité extrêmes. Enfin, il faut que la communauté internationale et surtout le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU enquête pour connaître le sort qui a été réservé aux **dizaines de milliers de réfugiés érythréens qui ont tout simplement disparu**. Tout laisse penser qu'ils ont été enlevés et ramenés de force en Érythrée. C'est de la responsabilité du HCR de savoir ce qui leur est arrivé."* *"Pour commencer, être un réfugié est une expérience humiliante, déshumanisante que personne n'a choisie. Les gens sont contraints de devenir des réfugiés par les circonstances dans lesquelles ils ont été plongés. La situation des réfugiés érythréens ne fait pas exception. Comme les civils tigréens, ils ont été cernés par la guerre et n'ont pas pu prendre contact avec le monde extérieur. Mais ils ont aussi été ciblés par les belligérants qui avaient, chacun, leurs raisons de s'en prendre à eux. Et même ceux qui étaient parvenus à fuir et à arriver jusqu'à Addis-Abeba, le gouvernement éthiopien les a expulsés et les a ramenés avec mépris dans les mêmes camps qu'ils avaient fui. Le sort qui leur a été réservé est donc traumatisant, brutal, déshumanisant. On pourrait dire en quelque sorte qu'en cherchant à échapper à un incendie, ils ont été rejetés de force dans le feu."*

MAROC

Au moins 44 migrants, dont 3 femmes et 2 bébés, sont morts noyés après le naufrage de leur embarcation au large de Tarfaya, au sud du Maroc, a indiqué samedi 12 mars 2022, l'ONG espagnole

Caminando Fronteras. Un total de 61 personnes se trouvaient à bord de l'embarcation pneumatique qui se dirigeait vers l'archipel espagnol des Canaries, situé à une centaine de kilomètres de Tarfaya.

L'association a recensé en 2021, **4 404 personnes mortes** ou disparues sur les routes maritimes vers l'Espagne, soit deux fois plus qu'en 2020, le pire bilan depuis 2015. La majorité des corps ne sont jamais retrouvés. Selon les derniers chiffres du ministère espagnol de l'Intérieur, plus de **40 000 migrants**, en grande partie en provenance du Maroc, **sont arrivés** en 2021 par la mer dans le pays, ainsi que dans les archipels des Baléares et des Canaries.

TUNISIE

"Trois corps ont été retrouvés mercredi 2 mars 2022 et un autre cinq jours avant, à Haïdra, près de la frontière algérienne. Âgés de 20 à 35 ans, ces migrants, tous des hommes, étaient originaires d'Afrique subsaharienne et l'un d'eux, le seul à avoir sur lui une pièce d'identité, était un ressortissant de la Côte d'Ivoire. Ils sont arrivés en Tunisie après avoir franchi la frontière avec l'Algérie. Les dépouilles ont été transférées à l'hôpital de Kasserine pour une autopsie, "mais ils sont fort probablement morts à cause du froid et de la faim".

A VOIR – A LIRE - A ECOUTER

On peut suivre journallement sur la guerre en Ukraine, le point de vue d'un Dominicain qui est actuellement à Kiev :

<https://www.cath.ch/newsf/lettres-de-kiev-un-dominicain-temoigne-au-coeur-de-la-guerre-1/>